

Université 8 mai 1945 Guelma
Faculté des Sciences Economiques, Commerciales
et Sciences de Gestion
Département des Sciences de Gestion



**Mémoire présenté pour l'obtention
du diplôme de Master en sciences de gestion
Option: Entreprenariat et développement international**

Thème :

**Le rôle des PME dans la réduction du chômage
en Algérie
Cas des jeunes diplômés de la wilaya
D'oum el Bouaghi**

Réalisé par :

M^{elle}.Rouaiguia Lamia

Sous la direction de :

M^r. Saadou Adel

Année universitaire 2013-2014

Introduction générale

Introduction générale

Les pays développés voient dans les petites et moyennes entreprises (PME) un complément important à la grande entreprise et une source de création d'emploi, surtout après la propagation du phénomène du chômage.

Si nous parlons du chômage en Algérie, il est devenu un élément structurel de la réalité économique. De par son ampleur et sa diffusion, le chômage constitue une véritable menace surtout sur les jeunes diplômés.

Etant donné que le chômage est un élément générateur de stress dans notre pays, l'état a réalisé nombreuses programmes pour lutter contre ce phénomène et elle a encouragé le marché du travail et les investisseurs à établir des PME comme une alternative aux grandes entreprises. Parmi ces programmes on cite l'établissement des structures étatiques de soutien financier comme (l'ENSEJ, l'ANDI, CNAC...etc.). Ces dernières constituent un appui aux PME par leur contribution à la relance économique et la réduction du chômage.

Pour surmonter de nombreux problèmes économiques et sociales qui résultent du chômage, l'Algérie a trouvé dans les PME un alternatif fiable pour la création d'emploi afin de réduire le taux de chômage qui influe négativement sur notre société.

Ce contexte suscite la problématique suivante :

Est ce que les PME jouent un rôle important dans la réduction du chômage ?

Diverses questions s'imposent :

- Quels sont les obstacles rencontrés par les PME en Algérie ?
- Comment peuvent contribuer les PME dans l'élimination du problème de chômage en Algérie ?
- Quels sont les mécanismes de la contribution des PME dans la réduction du chômage ?

Pour étudier plus profondément, on s'appuie sur les hypothèses suivantes :

- **Hypothèse 1** : Les petites et moyennes entreprises sont considérées comme un havre pour les jeunes diplômés
- **Hypothèse 2** : Les petites et moyennes entreprises créent plus de poste d'emploi
- **Hypothèse 3** : Le soutien de l'état encourage la continuation et la survie de petites et moyennes entreprises

Introduction générale

L'intérêt de notre travail d'une part permet de reconnaître les PME ,et ces obstacles rencontrés, ainsi que l'identification du phénomène du chômage, d'autre part cette même étude permettra de mieux appréhender le rôle des PME dans la réduction du chômage

Les raisons pour lequel nous avons choisi ce sujet sont résumées en deux; la première raison est la propagation remarquable de ces PME dans les dernières années et la deuxième raison résulte de l'augmentation de l'importance envisagée par l'état à ces entreprises.

Pour pouvoir répondre à notre problématique, confirmer ou infirmer nos hypothèses, différentes étapes se sont imposées : la première consistait une prospection et une recherche bibliographique sur les PME dans un premier chapitre, et le chômage dans un deuxième chapitre ; la deuxième consacre a l'enquête sur le terrain et la troisième pour le but d'analyse des données et l'interprétation des résultats.

Chapitre 1 : Généralité sur les PME

Introduction

Les petites et moyennes entreprises (PME) sont considérées comme l'épine dorsale de toute économie prospère, une colonne primaire pour les économies des pays développés, ce qui explique l'ampleur de l'intérêt qu'accordent les autorités algériennes à ce secteur délicat, en raison de son important rôle dans la création des richesses, et de sa valeureuse contribution dans la diversité du tissu industriel du pays.

Vu l'importance des PME dans les programmes qu'a lancé le gouvernement algérien depuis plus d'une décennie, il est judicieux de valoriser les capacités des PME dans la concrétisation du bien-être du citoyen à court, moyen et long terme.

Ce chapitre sera donc consacré à la définition des PME, et sera divisé en quatre sections :

Section 1: Aperçu générale sur les PME

Section 2 : les atouts et les faiblesses

Section3 : Les PME en Algérie

Section 4: Les structures de soutien et les perspectives des PME

Section 1: Aperçu générale sur les PME

1 – Définition de la PME :¹

Les définitions de la PME peuvent se subdiviser en deux approches distinctes : la première se base sur des critères qualitatifs, dénommés également critères théoriques ou analytiques, tandis que la deuxième adopte des critères quantitatifs, appelés aussi descriptifs.

1-1 L'approche qualitative

Cette approche rejoint plus la réalité socio-économique par son caractère descriptif. Les différentes définitions données, suivant cette approche, s'articulent autour des éléments distinctifs et caractéristiques d'une entreprise de petite ou moyenne dimension. Elles convergent presque toutes vers un ensemble de facteurs qui tentent de présenter une vision assez réaliste d'une structure appelée la PME. Parmi ces facteurs, nous citerons:

- L'âge
- La taille de l'organisation
- Le système technique
- L'environnement
- Les relations de pouvoir

¹ Selhami Samia, Mahida Hanane, Bouri Sarah, **à la découverte de la PME en Algérie**, séminaire à l'université de Tlemcen, 2013, pp 3-4

Chapitre 1 : Généralités sur les PME

❖ L'âge et la taille

- Plus une organisation est âgée, plus son comportement est formalisé.
- La structure de l'organisation reflète l'âge de la fondation de son activité.
- □ Plus une organisation est de grande taille, plus sa structure est élaborée : plus les tâches y sont plus une organisation est de grande taille, plus sa structure est élaborée : plus les tâches spécialisées, plus ses unités sont différenciées, et plus sa composante administrative est développée.
- Plus l'organisation est grande, plus elle est formalisée.

❖ Le système technique

- Plus le système technique est régulé, plus le travail opérationnel est formalisé et plus le centre opérationnel est bureaucratique.
- Plus le système technique est sophistiqué, plus la structure administrative est élaborée ; de façon précise, plus les fonctionnels logistiques sont nombreux et qualifiés, plus s'opère à leur bénéfice une décentralisation sélective et plus l'organisation utilise de mécanismes de liaison pour coordonner leur travail.
- L'automatisation du centre opérationnel transforme la structure administrative de bureaucratie en structure organique

❖ L'environnement

- Plus l'environnement est dynamique et plus la structure est organique.
- Plus l'environnement est complexe et plus la structure est décentralisée.
- Plus l'organisation a des marchés diversifiés, plus elle a tendance à se scinder en unités organisées sur la base de ses marchés (dans la mesure où les économies d'échelle le permettent).
- Une hostilité extrême de son environnement amène toute organisation à centraliser sa structure de façon temporaire.
- S'il existe des disparités dans l'environnement, l'organisation est conduite à créer des constellations de travaux différenciées et à décentraliser de façon sélective vers ces constellations.

❖ Le pouvoir

- Plus le contrôle externe qui s'exerce sur l'organisation est puissant, plus la structure de l'organisation est centralisée et formalisée.
- Le besoin de pouvoir des membres de l'organisation conduit les organisations à avoir des structures excessivement centralisées.

Chapitre 1 : Généralités sur les PME

- Il existe en matière de structure (et de culture) une mode qui pousse les organisations à se mettre au goût du jour, même si ce n'est pas approprié pour l'organisation.

1-2 L'approche quantitative

1-2-1 La définition de la commission européenne :¹

La commission européenne définit cette approche comme la combinaison de critères quantitatifs tels que le «nombre de travailleurs, profit net, valeur ajoutée, capital, bénéfice, chiffre d'affaire», et cette même commission définit les PME comme étant des entreprises dont l'effectif est inférieur à 250 personnes et dont le chiffre d'affaires n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros

Tableau n°1 : Seuils de la définition européenne de la PME de mai 2013

	Effectifs		Chiffre D'affaire		Total Du bilan		Autonomie
Micro entreprise	[1 ; 9]	et	<2 millions	ou	<2 millions	et	Moins de 25% du capital ou des droits de vote détenus par une autre entreprise
Petite entreprise	[10 ; 49]		<10 millions		<10 millions		
Moyenne entreprise	[50 ; 249]		<50 millions		<43 millions		
Grand entreprise	250 et plus		>50 millions		>43 millions		

Source : Livratto Nadine, *Les PME Définition économiques et politiques publiques*, Boeck université, Paris, 2009, p22

1-2-2 La définition de la Grande-Bretagne :²

En « Grande-Bretagne » la loi des entreprises britannique (1985) a défini les PME selon les critères suivants:

- Volume de transactions annuel de plus de 14 milliards USD
- Le volume du capital investi pas plus de 65,6 millions USD
- Le nombre de travailleurs et le personnel de plus de 250 salariés

¹ Livratto Nadine, Op.cit, p22

² Traduit d'un mémoire en arabe

عياش زبير، تأثير تطبيق اتفاقية بازل على تمويل المؤسسات الصغيرة و المتوسطة - حالة ولاية أم البواقي - أطروحة لنيل شهادة الدكتوراه في الاقتصاد، جامعة أم البواقي، 2012، ص 24

Chapitre 1 : Généralités sur les PME

1-2-3 La définition Algériennes :¹

La définition de la PME adoptée par l'Algérie est basée sur les trois critères suivant: les effectifs, le chiffre d'affaires ou le bilan annuel et l'indépendance de l'entreprise.

La PME, quelque soit son statut juridique, est définie comme étant une entreprise de production des biens et des services employant de 1 à 250 personnes, dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 2 milliards de Dinars (DA), ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 500 millions de Dinars et qui respecte le critère de l'indépendance. Cette loi sur les PME distingue trois types d'entreprises

Tableau n°2 : Développement Industriel (INPED)

Type	Les critères	Nombre d'employés	Chiffre d'affaires	Bilan annuel
Micro-entreprise		De 1 à 9	de 1 à 20 millions de DA	de 1 à 10 millions DA
Petite entreprise		De 10 à 49	de 20 à 200 millions DA	de 10 à 100 millions DA
Moyenne entreprise		De 50 à 250	de 200 à 2 milliards DA	de 100 à 500 millions DA

Source : Revue de L'Institut National de la Productivité et du Développement Industriel, Boumerdes, Janvier 2004, N°24-25, p13

1-2-4 La définition au Japon :²

Le Japon possède un secteur de PME très actif, jugé complémentaire par excellence du secteur des grandes entreprises. La puissance des PME au Japon réside surtout dans la flexibilité, la souplesse de sa structure et sa capacité à cumuler une technologie.

La définition des PME retenue par le Japon se base sur des critères purement quantitatifs, qui varient en fonction du secteur d'activité

¹ Ahmed Atil, **la responsabilité environnementale dans la PME Algérienne : vers une analyse typologique des enjeux et des freins d'intégration**, Centre pour l'Entreprise Responsable ESC-Rennes School of Business, p2

² Abdelmalek Fatima Zahra, **la place de finance islamique dans la finance des PME en Algérie**, communication à un séminaire à l'université de Tlemcen, 2012, p 12

Chapitre 1 : Généralités sur les PME

Tableau n° 3 : définition de la PME au Japon

Secteur d'activité	Critères de définition	
Fabrication Construction Transports	Capital	Moins de 300 million de Yen
	Nombre d'employés	Moins de 300
Vente en gros	Capital	Moins de 100 million de Yen
	Nombre d'employés	Moins de 100
Commerce de détail	Capital	Moins de 50 million de Yen
	Nombre d'employés	Moins de 50
Services	Capital	Moins de 50 million de Yen
	Nombre d'employés	Moins de 100

Source: Osamu Tsukahara, "Recent Development in SME Finance in Japan", 2005.

A partir des définitions citées ci-dessus, nous pouvons conclure qu'il n'y a pas une définition standard des PME, et que chaque pays détermine sa propre définition selon des critères propres à lui.

2- Classification des PME :¹

2-1 Classification juridique

Les formes revêtues par les entreprises classées suivant le caractère juridique sont diverses et variées. On distingue les entreprises privées, les entreprises publiques et les entreprises coopératives.

2-1-1 Les entreprises privées

Les entreprises privées se caractérisent juridiquement par la propriété du capital qui relève d'une famille, d'une personne ou d'une association de personnes. Cette typologie permet la distinction suivante :

- ❖ **L'Entreprise individuelle:** sa constitution est facile, elle présente toutefois des risques importants dans la mesure où il n'y a pas de séparation entre les biens de l'entreprise et ceux du propriétaire.
- ❖ **La Société au Nom Collectif (S.N.C) :** elle est composée d'un groupe d'associés ; tous responsables indéfiniment du passif social, c'est-à-dire, qu'ils sont tenus de régler les dettes de la société à ses créanciers sur leur propre patrimoine, indépendamment du montant de leurs apports.
- ❖ **La Société à Responsabilité Limitée (SARL) :** les associés d'une SARL sont

¹ Boukrou Aldja, *Essai d'analyse des stratégies de pérennité dans les PME, cas : PME dans la wilaya de Tizi-Ouzou*, mémoire de magistère, Université Tizi-Ouzou., 2011, pp 18-21

Chapitre 1 : Généralités sur les PME

responsables à concurrence de leurs apports. L'incapacité ou la faillite d'un associé n'entraîne pas la disparition de ce type d'entreprise. Les parts sociales ne sont pas négociables et ne sont cessibles que sous certaines conditions très strictes, ce qui les rapproche des sociétés par intérêts. La société à responsabilité limitée comporte au minimum deux associés et au maximum cinquante.

- ❖ **L'Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée (EURL) :** une variante particulière de la société à responsabilité limitée. Elle est constituée d'une seule personne (physique ou morale), et permet à l'entrepreneur individuel de ne pas engager la totalité de son patrimoine personnel.

En égard aux avantages que présentent les deux dernières formes d'entreprise en termes de souplesse de fonctionnement et de simplicité dans la constitution et le transfert des parts sociales, elles semblent être le choix de prédilection pour la création des PME.

2-1-2 Les entreprises publiques

Les entreprises publiques sont celles où tout ou partie du capital et du pouvoir de décision appartient à une collectivité publique (Etat, collectivité locale.....). Ces entreprises opérant dans des activités productives marchandes et dont le nombre tend aujourd'hui à se réduire avec la mise en œuvre de programmes de privatisation, ont des objectifs variés en fonction de leur situation. On distingue :

- ❖ **Les régies:** n'ayant pas de personnalité morale, elles sont gérées par des fonctionnaires.
- ❖ **Les établissements publics:** ont une personnalité morale et un budget autonome. Dirigés par un conseil d'administration et un directeur général, ces dits établissements publics peuvent être des hôpitaux, des universités, ou des écoles, et peuvent avoir un caractère d'établissement public industriel ou commercial.
- ❖ **Les sociétés nationales:** apparues à la suite des nationalisations d'entreprises privées, s'apparentent à des sociétés anonymes avec un seul actionnaire, l'Etat, dirigées par un conseil d'administration regroupant les représentants de l'Etat, des usagers et des consommateurs et un PDG nommé par l'Etat parmi les membres du conseil d'administration.
- ❖ **Les sociétés d'économie mixte:** sont des sociétés anonymes regroupant de capitaux publics et privés

2-1-3 Les entreprises coopératives

Les entreprises coopératives peuvent être définies comme étant des entreprises collectives dont les membres associés à égalité de droits et d'obligations mettent en commun travail et capital pour satisfaire leurs besoins sans dépendre du marché. Leur objectif premier

Chapitre 1 : Généralités sur les PME

n'est pas la maximisation du profit et leurs activités se déploient dans de nombreux secteurs tels que la production, l'artisanat, le commerce de détail, les assurances et les BTP.

Etant donné les avantages offerts, à savoir la simplicité de distinction par les conditions de constitution et d'objectifs stratégiques particuliers, la classification des PME à base du critère juridique semble être utile. Néanmoins, se limiter au seul critère juridique rend délicate cette distinction et ce, à cause de l'abstraction faite des spécificités de chaque unité productive.

2- 2 Classification par type d'activité

On parle ici d'une répartition classique et d'une répartition moderne.

2- 2-1 La répartition classique

Traditionnellement, on distingue les entreprises par leurs types d'activité qu'on peut classer en trois secteurs :

- ❖ **Le secteur primaire** : ce secteur regroupe l'ensemble des entreprises agricoles ou celles travaillant dans les domaines de l'extraction ou de l'exploitation forestière, c'est- à-dire l'ensemble des entreprises ayant comme activité principale l'extraction ou l'exploitation des ressources naturelles.
- ❖ **Le secteur secondaire** : concerne toutes les entreprises dont l'activité principale consiste à produire des biens économiques, autrement dit, l'ensemble des entreprises dont l'activité de production provient d'une activité de transformation.
- ❖ **Le secteur tertiaire** : recouvre les activités de services et à son tour, il comprend toutes les entreprises qui fournissent des services à des entreprises ou des biens à des particuliers.

Cependant, vu les changements opérés lors de la révolution industrielle du 18ème siècle et les progrès réalisés à travers le monde tout au long des dernières années, cette distinction n'a plus beaucoup de signification, ce qui a d'ailleurs donné naissance à une nouvelle répartition des activités.

2-2-2 La répartition moderne

Cette répartition vient combler les manques enregistrés dans la précédente répartition, elle fait apparaître de nombreux secteurs d'activités économiques à savoir : l'énergie, matériel de transports, BTP, et le commerce.

2-3 Classification selon la qualité du secteur d'activité

Une autre classification des entreprises est possible. Autre que les précédentes, cette classification se base sur la qualité du secteur d'activité. Elle permet la distinction entre ce qu'on appelle le secteur traditionnel caractérisé par la prépondérance du facteur travail, la non

Chapitre 1 : Généralités sur les PME

modernisation des équipements et l'absence d'innovations technologiques, et le secteur moderne qui est caractérisé par l'indépendance des entreprises en l'occurrence les PME et l'apparition de ce qui est connu sous les PME sous traitantes ou annexes.

3- Caractéristiques des PME :¹

Les PME, présentent plusieurs caractéristiques, à savoir :

- La concentration de la gestion et de la décision. Autrement dit, une PME est une entreprise où c'est le dirigeant qui assume toute la responsabilité technique et financière de l'entreprise.
- La personnalisation de la gestion, c'est-à-dire la centralisation de la plupart des décisions au niveau du patron.
- Les décisions peuvent être assimilées à celles des seuls dirigeants, cela devient bien entendu de moins en moins vrai au fur et à mesure que la taille de l'organisation augmente
- La moindre spécialisation des tâches, le chef d'entreprise assure plusieurs fonctions de direction, et autres, division des tâches et les subordonnés exercent des tâches considérées polyvalentes, plus flexibles au niveau interne de l'entreprise.
- Les atouts des PME résident surtout dans le dynamisme de certains responsables, l'esprit d'équipe et l'adaptabilité de l'entreprise confrontée à de nouveaux défis.
- Elles sont caractérisées par un nombre réduit de niveaux hiérarchiques, et une polyvalence élevée des personnes.
- La prise en compte simultanée des diverses dimensions de l'innovation par un individu ou une équipe se trouve ainsi favorisée.
- De plus, la décision mise en œuvre du projet, ainsi que la mobilisation et l'organisation des ressources, peuvent se réaliser rapidement à partir de l'engagement du chef d'entreprise.
- La fonction de décision se fait de la manière suivante : Intuition- Décision- Action.
- Coûts limités : La mise en place ne nécessite pas une grande capitale de financement par rapport aux grandes entreprises
- Flexibilité, réaction rapide aux changements²
- Forte innovation en matière de produits et services
- Connaissance personnelle des clients

¹ Ziar Nabil, **le développement de la petite et moyenne entreprise en Algérie**, communication à un séminaire à l'université de Laghouat, 2002, pp 45-47

² Séverine Crottet, **stratégies internationales en marketing de services, le cas des PME suisses**, thèse de doctorat, Université de Fribourg, Suisse, 2000, p56

- Système simple d'information interne
- Système simple d'information externe
- Centrage sur un métier, concentration sur de compétences-clefs

4-Le rôle économique des PME : ¹

4-La Contribution à l'intégration économique

Un bon développement est celui qui permet d'accroître la consommation des produits et des ressources locales. A cet effet, la PME se prête mieux à ce rôle car elle exerce des effets d'entraînement, c'est-à-dire qu'elle contribue à la valorisation des ressources internes par la création d'autres activités de base telle que le développement de l'agriculture, l'intégration du secteur artisanal, et le développement du secteur tertiaire.

4-2 Augmentation de la consommation des ressources locales

Les PME sont aptes à utiliser les ressources locales, ainsi du fait de la faiblesse de leurs investissements, elles éprouvent des difficultés pour importer les matières qui nécessitent beaucoup de devises et de formalités pour l'importation.

Pour pallier à cela, elles se tournent vers les sources intérieures d'approvisionnement, contribuant ainsi à réduire la dépendance à l'égard des importations et à élargir le marché intérieur.

4-3 Création des foyers de richesse

Les PME contribuent efficacement à la création de nouveaux postes de travail, et par conséquent, elles jouent un rôle assez important dans la création des richesses par le biais de la distribution des revenus.

4-4 Intégration industrielle et innovation technologique

Les PME contribuent à l'essor de l'industrie et de l'innovation technologique. Elles occupent une place prépondérante dans la fabrication des pièces et des composants pour les grandes entreprises en raison de la spécialisation de leur compétence et de leur coût de production.

4-5 Contribution à la décentralisation et la régionalisation de l'économie et de l'industrie

Une promotion active des PME notamment dans leur aspect industriel dans des zones rurales, serait un moyen de décentraliser l'industrie pour accélérer le développement rural.

Ainsi, cette promotion des PMI offre des possibilités d'établir une liaison entre la production agricole et la production industrielle. Vue dans ce contexte, la PME contribuera dans des meilleures conditions comme facteur de décentralisation de l'économie et de

¹ Keke Nzanak, **les entreprises de services et le développement de certains pays Africains « le cas de la république du Congo »**, Revue : management éthique et développement durables, n° 95, 2006, pp 20-21

Chapitre 1 : Généralités sur les PME

l'industrie, d'une part, et facteur de stabilisation de la production dans les milieux ruraux d'autre part.

Section 2 : Les atouts et les faiblesses

1-Les atouts des PME :¹

Les PME ont parfois une vitalité incontestable. Certes, les défaillances sont nombreuses mais beaucoup résistent de manière assez remarquable. Ceci peut s'expliquer de la manière suivante :

Tout d'abord, leur taille leur permet d'adopter des modes de gestion beaucoup plus réactifs, les PME sont beaucoup plus flexibles que les grandes entreprises et ceci dans la mesure où, d'une part, elles peuvent s'implanter dans des secteurs à forte croissance, et d'une autre part, elles peuvent gagner des parts de marché dans certains secteurs en voie de récession. De plus, certaines parviennent à bénéficier d'une notoriété régionale incontestable ce qui favorise une évolution en harmonie avec les marchés sur lesquels elles se situent.

Ensuite, leurs coûts salariaux sont beaucoup moins élevés que dans les grandes entreprises. En bref, au cours des dernières années, les PME ont amorti les effets de la crise ; on peut même dire que les PME ont atténué le chômage. En effet, les PME, ont beaucoup mieux réussi que les grandes entreprises à gérer leur force de travail sur le plan quantitatif. Elles parviennent à mieux ajuster les salaires et les effectifs et, surtout, à mieux moduler l'emploi en fonction des variations de la demande.

Enfin, les PME participent également au commerce extérieur. Certes, beaucoup d'entre elles éprouvent des difficultés à maîtriser les réseaux de distribution ou encore n'ont pas la surface financière suffisante pour emprunter sur le marché international des capitaux mais la souplesse de leurs structures de décision et leur réactivité leur permet très souvent de saisir les meilleures opportunités, notamment sur des marchés où le cycle de vie des produits est court.

2-Les faiblesses des PME

Les Faiblesses structurelles, les faiblesses au niveau de la gestion des ressources humaines expliquent la mortalité très importante des PME. En effet, 1 PME sur 2 disparaît avant ses 5 ans et 1/5 des nouvelles PME disparaissent avant 1 an.

Beaucoup de PME connaissent en effet des crises financières chroniques plus particulièrement de trésorerie et commettent surtout beaucoup d'erreurs commerciales en raison, notamment, d'insuffisances notoires au niveau de leur management. L'exacerbation de la concurrence accentue leurs handicaps et cela d'autant plus qu'elles parviennent mal à réaliser des économies d'échelle suffisamment significatives pour soutenir la compétition.

¹ Abdelmalek Fatima Zahra, Op. cit, pp 4-5

Chapitre 1 : Généralités sur les PME

De plus, les processus d'apprentissage sont beaucoup plus longs dans les PME que dans les grandes entreprises.

D'une manière générale l'absence d'une véritable GRH caractérise les PME. Les rapports sociaux sont parfois réduits à leur plus simple expression et aucune véritable politique du personnel n'est mise en œuvre. Si l'on rajoute à cela le peu de mobilité de la main-d'œuvre, on comprend pourquoi certaines PME connaissent des difficultés :

- Financièrement, les PME sont souvent handicapées par un manque de fonds propres (ce qui alourdit leur endettement) et par un manque de capacité d'autofinancement. De plus, l'instabilité de leurs résultats ne leur permet pas de supporter les chocs conjoncturels. Il est également très difficile pour les PME d'accéder aux sources de financement des grandes entreprises.

- D'un point de vue structurel, les PME sont fréquemment en situation de sous-traitance ou de franchise. Elles sont donc frappées de plein fouet par les fluctuations de la demande, les grandes entreprises leur font finalement jouer un rôle d'amortisseur à ce niveau, dans la mesure où la survie des sous-traitants ou des franchisés dépend d'elles. On comprend les raisons pour lesquelles les PME restent un secteur très fragile

Section3 : Les PME en Algérie :¹

1- Les caractéristiques des PME Algériennes

Les PME jouent un rôle particulièrement important dans les économies en voie de développement. Si elles sont appelées à jouer le même rôle que les PME des pays avancés et à faire face aux mêmes contraintes, ou presque, celles des pays en développement subissent plus que les autres la déficience de la qualité des capacités humaines et institutionnelles, avec lesquelles elles évoluent et tardent à en bénéficier des avantages qu'elles sont en légitimité d'attendre des économies de marché et du commerce mondial.

Selon une étude de l'OCDE faite sur les PME en 2004, on peut résumer les caractéristiques des PME des pays en développement et en transition dans les points suivants:

- La faible capacité des petites entités à faire entendre leur voix au stade de la formulation de l'action gouvernementale, et l'absence de dialogue institutionnalisé entre les secteurs public et privé ;
- L'absence de législation adéquate sur les droits de propriété, et des moyens pour la faire respecter, qui compromet l'accès au crédit en particulier pour les femmes;

¹ Karim Si Lakhal, Youcef Korich, Ali Gaboussa, **les PME en Algérie :Etats des lieux, contraintes et perspectives, séminaire**, université de versaille-frane, université kasde Marbah - Ouargla, Algérie, université el oued-Algérie, pp 45-47

Chapitre 1 : Généralités sur les PME

- L'existence des préjudices défavorables envers l'initiative privée, d'une prise de distance et d'une méfiance réciproque entre le secteur privé et public ;
- La dominance des entreprises publiques dites nationales dans les secteurs stratégiques et la prédominance du secteur public dans la promotion des exportations et des investissements ;
- Le manque d'informations économiques et des données statistiques pertinentes, actualisées sur les PME et les institutions de soutien;
- Un nombre élevé des TPE dans le tissu des PME et le poids important du secteur informel dans l'activité économique.

Aujourd'hui, considérées comme un acteur majeur des performances économiques du pays, les PME algériennes ont des caractéristiques, qui ne sont pas homogènes et varient d'un secteur d'activité à un autre, selon la dimension de l'entreprise et la région de son implantation. Grosso modo, on peut dire que, les PME en Algérie se distinguent, en plus de celles partagées par leurs homologues des pays en développement, citées précédemment, par les caractéristiques suivantes :

- Une structure financière souvent fragile et la prédominance du capital amical (familial);
- Une concentration relative dans les secteurs de la production des biens de consommation et des services;
- Prépondérance des micros-entreprises (96,15 % des PME en Algérie (2009) appartiennent à la catégorie des TPE avec moins de 10 salariés);
- Compétence et qualification professionnelles des dirigeants des PME sont souvent non justifiées (faible capacité managériale);
- Manque d'encadrement technique;
- Faiblesse de l'accumulation technologique;
- Quasi-absence de l'innovation et manque d'inventivité;
- Faiblesse de l'activité de sous-traitance;
- Manque d'informations fiables, pertinentes et actualisées.

Cette nomenclature des caractéristiques est loin d'être exhaustive, plusieurs caractères peuvent être rencontrés chez ces entreprises. On peut citer entre autre, la prépondérance d'une culture orale dans le travail et le faible recours à la culture savante (les chefs des PME, ne définissent (par écrit) que rarement leurs plans de stratégie et d'exécution, encore moins lorsqu'il s'agit du futur et du prévisionnel), c'est la reproduction de la prédominance de l'oralité dans la culture nationale et régionale dans le fonctionnement de l'entreprise. Aussi, les

Chapitre 1 : Généralités sur les PME

recrutements chez ces PME se font d'abord au sein de la famille, puis dans le quartier ou dans le village)

2- L'évolution des PME en Algérie :¹

A partir de 2000, le poids de la PME a nettement augmenté, le nombre a plus que doublé, et la densité a presque quadruplé. Les statistiques disponibles indiquent que plus de la moitié des PME ont été créées entre 2001/2007 suite à la loi d'orientation sur les PME de 2001, soit 212120 entreprises. A la fin de 2010, le nombre des PME privées a connu une évolution remarquable, et a enregistré le nombre de 398788 entreprises, alors qu'au début de 2003 elles étaient de 207949 entreprises, contrairement au nombre des PME publiques qui a enregistré une diminution de 228, en 2007 années. Par contre le total des artisans durant 07 années, a connu une augmentation nette et a passé de 79850 entreprises artisanales en 2003 à 162085 entreprises à la fin de 2009.

En matière de densité, le secteur enregistre un taux de 10 PME pour mille habitants (10/1000), soit un taux qui reste très loin des normes internationales où le taux le plus faible est de l'ordre de 45 PME pour mille habitants (45/1000).

Tableau n°4: l'évolution du secteur PME/PMI(2004-2010)

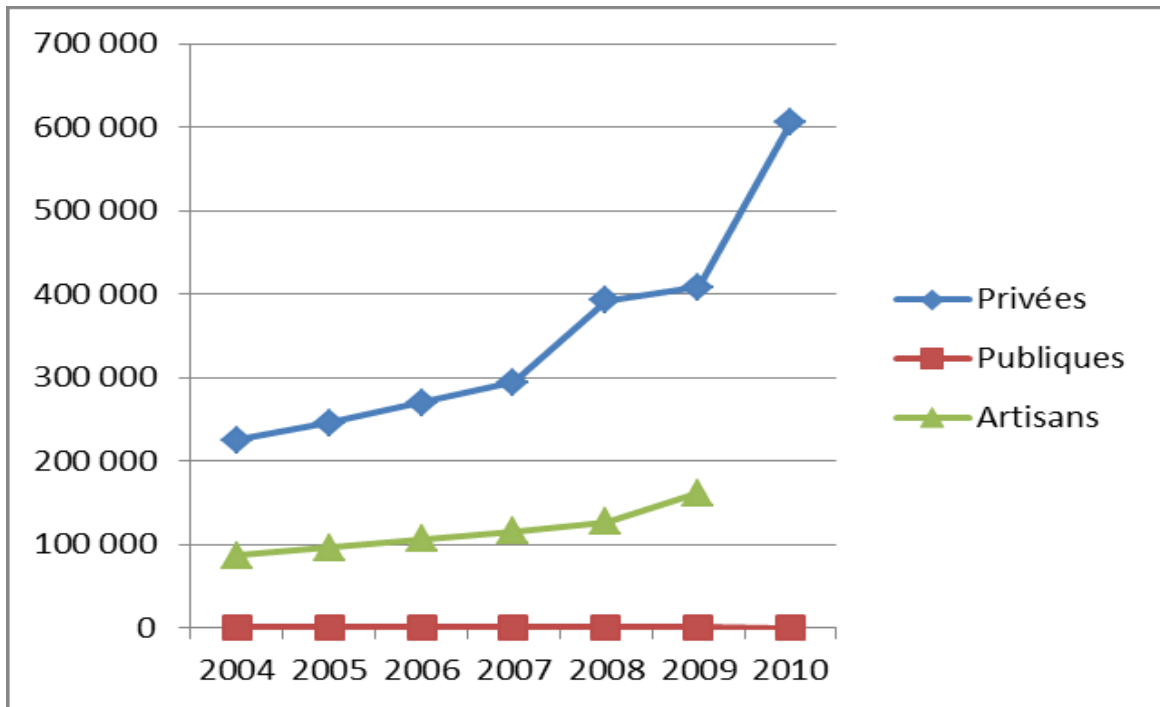
Entreprises	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Privées	225 449	245 842	269 806	293 946	392 013	408 155	606 737
Publiques	778	874	739	666	626	598	560
Artisans	86 732	96 072	106 222	116 347	126 887	162 085	-
Total	312 959	342 788	376 767	410 959	519 526	570 838	607297

Source : riifr.univ-littoral.fr

Donc en voit dans le tableau il y'a une hausse remarquable et une croissance des postes d'emplois au secteur privées et les artisans par contre au secteur publique il y'a une baisse des postes d'emplois dans la période 2004/2010

¹ Selmani Samia, Mahida Hanane, Bouri Sarah, « A la découverte de la PME en Algérie », communication à un séminaire à l'université de Tlemcen, 2013, p 6

Schéma n°1 Evolution des emplois PME/PMI en Algérie durant 2004-2010



Source : riifr.univ-littoral.fr

3-Les difficultés rencontrées par les PME Algériens :¹

- Absence de corrélation et de coordination entre les grandes entreprises et les PME en raison du manque d'informations et de sa mauvaise circulation.
- Comme l'absence de séparation entre la propriété et la gestion.
- Restrictions liées au manque d'expérience acquis par le propriétaire du projet et l'absence de l'esprit initiative individuelle.
- Difficultés liées aux financements par les banques qui n'offrent pas souvent des prêts en absence de garanties.
- Difficultés relatives aux taxes et aux frais qui empêchent la réalisation de gains importants à ces PME et qui s'opposent à leur développement.
- Difficultés liées à l'immobilier.
- La propagation de la corruption administrative, ce qui représente un obstacle aux véritables bénéficiaires et ouvre la voie en face d'opportunistes.
- Difficultés techniques et marketing (en raison de son capital limité).

¹ Traduit d'une revue en arabe

آيت عيسى، المؤسسات الصغيرة و المتوسطة في الجزائر آفاق و قيود، مجلة اقتصاديات شمال إفريقيا، جامعة الشلف، العدد السادس، ص ص

Section 4: Les structures de soutien et les perspectives des PME

1- Les structures de soutien des PME en Algérie :¹

Des efforts considérables sont déployés par des organismes gouvernementaux et des institutions spécialisées pour le développement des micro-entreprises et des PME. Parmi ces organismes, nous citons:

1-1 L'ANSEJ :²

Ce dispositif est considéré comme le second choix ou bien la seconde chance aux jeunes qui ne réussissent pas à intégrer le marché de travail puisqu'il leur donne la possibilité de créer leurs projets professionnels selon leurs qualifications en association avec les banques publiques, celles-ci ne traitent pas de la même manière les dossiers déclarés éligibles par l'ANSEJ ,

Le bilan du dispositif ANSEJ dans son volet création entreprises est illustré dans le tableau ci-dessous .Durant la période 2004 à 2009, on remarque une augmentation du taux de croissance des projets financés (59070 entreprises) en 2004, à la fin de 2009, plus de 105300 entreprises créées

Tableau n°5 : Évolution du nombre de PME du dispositif ANSEJ de 2004- 2009

Années	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Entreprise créées	59070	69633	78278	90380	97015	105300
Taux de croissance des PME	-	17,88	12,42	15,46	7,34	8,54

Source : tableau réalisé à partir de la base des données ANSEJ.

1-2- L'APSI :³

L'APSI a été créé dans le cadre de la promulgation de décret législatif N° 93-12 du 5 octobre 1993 relatif à la promotion de l'investissement. C'est une agence publique chargée de l'assistance et de l'encadrement des investisseurs. Il a créé un guichet unique regroupant toutes les administrations et services concernés par les investissements dans l'objectif de réduire les délais et les procédures administratives et juridiques relatives à la mise en place des projets sur le terrain, de manière à ne pas dépasser 60 jours. Parmi les fonctions de l'APSI, nous citons :⁴

¹ Ghelil Abdelatif, Ayad Sidi Mohamed, « **PME en Algérie : réalité et perspective** », communication à un séminaire à l'université de Tlemcen, 2013, pp 10-11

² Ghelil Abdelatif, Ayad Sidi Mouhamed, Op.cit ,pp 11-12

³ Farida Marzouk, « **PME et perspectives en Algérie** », université du Bouria-Algerie, page9

⁴ Salah Salhi, **les mécanismes de développement des PME en Algérie**, communication au séminaire « les PME dans l'économie algérienne », université de Sétif, p 18

Chapitre 1 : Généralités sur les PME

- le suivi et la mise à niveau des investissements
- l'évaluation des investissements, et prendre des décisions concernant l'octroi ou le refus des privilèges
- pourvoir pour tout ou partie des dépenses liées à la réalisation d'investissements.
- subvention les privilèges concernant la promotion des investissements.
- le contrôle et le suivi des investissements qui sont réalisés dans le cadre des conditions déterminé.
- présenter des facilités propres par des moyennes de production et des matières premières

1-3- Fonds de Garantie des Prêts (FGAR)

Ce Fonds a été créé par le décret exécutif N° 02/373 du 11/11/2002. C'est un établissement public, sous l'autorité du Ministère des petites et moyennes entreprises et l'artisanat, ayant une personnalité morale et une autonomie financière. Le Fonds a entamé officiellement ses activités, le 14 mars 2004.

L'objectif de ce Fonds est de faciliter l'accès des investisseurs aux prêts bancaires de moyen terme, à travers la présentation des garanties pour les entreprises, exigées par les banques. La proportion de la garantie de prêt peut aller jusqu'à auteur de 70 %.

En ce qui concerne les types de prêt garantis, on trouve les prêts d'investissement ou les fonds de roulement. Ces garanties sont prévues uniquement pour les entreprises adhérentes au Fonds et qui paient une prime annuelle de 2 % du montant du prêt et pendant toute la durée du prêt.

1-4- Fonds de soutien

Les PME sont également ciblées indirectement par le biais de plusieurs fonds de soutien sectoriels : dans les domaines du développement agricole et rural, de l'énergie, de l'emploi et de la formation professionnelle, de la recherche et de l'environnement.

- Fonds spécial de Développement des régions du sud ;
- Fonds spécial de développement économique des hauts plateaux ;
- Fonds national de l'environnement et de la dépollution ;
- Fonds de régulation et de développement agricole ;
- Fonds national pour la maîtrise de l'énergie ;
- Fonds pour la promotion des exportations ;
- Fonds pour la promotion de la compétitivité industrielle ;
- Fonds national pour la préservation de l'emploi ;
- Fonds pour l'aménagement du territoire ;

Chapitre 1 : Généralités sur les PME

- Fonds national de la recherche scientifique et du développement technologique;
- Fonds pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage.

1-5-Les organismes professionnels et financiers

- **Chambre Nationale de Commerce (CNC):** La Chambre Nationale de Commerce est une forme de noyau de l'information et lieu de rencontre pour les opérateurs économiques locaux et étrangers. Elle est devenue par le décret exécutif 96/94 du 3 Mars 1996 la Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie (CACI). Elle a pour fonctions: mettre à la disposition des opérateurs économiques une banque pour les données économiques ; fournir des conseils économiques, financiers et juridiques pour les entreprises ; ratification des documents commerciaux tels que factures et certificats et la recherche de partenaires étrangers, en particulier avec l'Union Européenne.
- **Associations professionnelles:** la loi N ° 90/31 du 04/12/1990 relative aux associations professionnelles a permis la création de nombreuses associations et organisations professionnelles. Les objectifs de ces associations sont: la négociation avec les pouvoirs publics, le développement des relations entre les banques et les entreprises privées, se rapprocher des autres organisations d'employeurs des autres pays ;développer le partenariat avec l'Union européenne, (programme MEDA) ; proposer des solutions aux problèmes quotidiens de l'entreprise privée; contribuer à l'intégration des professionnels de diverses branches d'activité à travers l'échange d'expériences et d'informations entre les entreprises. Raviver la discussion sur le rôle du secteur des. On distingue parmi ces organisations :
 - La Confédération Algérienne des promoteurs
 - La Confédération des industriels et des producteurs d'Algériens.
 - La Coordination Nationale des promoteurs
 - La Confédération générale des employeurs algériens
 - Le Conseil supérieur du patronat algérien (CSPA)
- **Les sociétés financières:** on trouve entre autres la société financière algéro-européenne (FINALEP) et la société des services financiers et d'investissement (SOFIN). L'aboutissement de cette option de venir en aide aux PME est la création d'un Programme national pour la Promotion de la PME doté d'un budget de 4 milliards de DA pour la période 2005-2009 inscrit dans le cadre du programme de soutien à la relance économique (2005- 2009).

1-6- Comités de soutien et de promouvoir les investissements locaux :¹

¹ Salah Salhi, Op.Cit, p 20

Chapitre 1 : Généralités sur les PME

Parmi ces comités, nous pouvons citer les plus importantes, à savoir:

- La Caisse De Garantie Des Crédits D'investissement aux PME(CGCI)
- Les sociétés de prêt de crédit-bail:
- Arabe Leasing Corporation
- Société Algérienne de Leasing mobilier
- Algérien-Saoudi Leasing...etc.

2-Perspectives de développement des PME algériennes :¹

Tous les programmes et les efforts pour la promotion des PME ne se valent pas, mais l'observation de leurs bilans nous enseigne qu'ils sont sérieux, même si leurs résultats réels ne sont pas vraiment satisfaisants, faute des gaspillages de l'énergie et de l'argent, par conséquence des efforts restent à faire.

Pour qu'un dispositif soit efficace, il doit en premier lieu, débiter par une définition claire et opérationnelle des actions à mener. Des règles doivent évincer du bénéfice ceux qui ne sont pas dans le besoin, pour ne pas détourner les ressources dont les porteurs de projets et les PME ont ardemment besoins.

La multiplicité des acteurs institutionnels et l'absence d'une coordination entre les différents organismes n'arrangent pas l'essor de la PME algérienne. Elle a besoin de bénéficier d'une politique globale de développement dont les programmes de soutien doivent être bien articulés, dans une vision de moyen et long terme.

Un programme national pour le développement des PME- Industrielles (PMI) est nécessaire, comme il se fait, notamment en Tunisie à travers l'Agence de la Promotion de l'industrie (certifiée ISO 9002), qui facilite l'enregistrement des affaires et des *start-up* manufacturières en particulier et qui a pour objectif la création de 240 nouvelles Moyennes Entreprises par année.

Pour renforcer le parc des PME, il faut créer des centres locaux de facilitation des procédures de création et de démarrage des entreprises, par répercussion augmenter le nombre d'unités économiques et industrielles et aspirer à atteindre 1 million et demi de PME. Un chiffre avancé par les experts comme nécessaire au décollage de l'économie nationale. L'Algérie connaît beaucoup de TPE (96,15% des PME). A l'inverse, elle y a un véritable déficit d'entreprises de taille moyenne. Il faut se soucier de la création mais aussi du devenir des entreprises après leurs naissances, en créant des outils pour un suivi longitudinal qui leur permettra de grandir.

¹ Karim si lakhar, Youcef Korich, Ali Gaboussa, Op.cit, pp 45-47

Chapitre 1 : Généralités sur les PME

Mettre en place un programme national dédiée à la création des PME dites « gazelles » à forte croissance⁷, qui deviendront dans quelques années de grands groupes. Sachant que l'épanouissement des PME se fait particulièrement dans le giron des grandes firmes et l'intégration dans un groupe constituera une voie privilégiée de développement pour la PME algérienne.

Face à l'étendu des enjeux des PME dans le développement économique du pays, il est plus que jamais nécessaire de lever toutes les contraintes et les handicaps structureaux qui pèsent sur leur épanouissement. Un défi que les autorités ont tenté de relever (depuis des années) sans vraiment atteindre les objectifs escomptés⁸. Des mesures et des actions demeurent et doivent être entreprises, puisqu'il existe un potentiel énorme de nouveaux porteurs de projets. Nous proposons les plus importantes :

- Moderniser le système bancaire en l'impliquant davantage dans le financement des petits entrepreneurs, en développant des instruments adaptés aux besoins spécifiques des PME et en décentralisant la décision d'octroi de crédit ;
- Renforcer la capacité de financement des entreprises par la création d'une banque spécialisée dans le financement des PME, comme OSEO en France ou BFPME en Tunisie. Qui aura pour vocation d'accompagner le développement de ces entreprises dans toutes les étapes de leur croissance et leur faciliter l'accès aux financements ;
- Développer le financement par le capital-risque, qui reste très peu répandu, mais aussi le microcrédit, un instrument susceptible d'allumera le moteur économique des individus qui n'ont pas les moyens financiers et éveillera la créativité qui existe en chaque personne; le microcrédit peut en outre, apporter une réponse aux difficultés financières que rencontrent les promoteurs-chômeurs pour constituer le fameux apport personnel (5% ou 10% du coût du projet) que réclame l'ANSEJ et les banques.
- Réformer l'administration publique et ses institutions, en adaptant leurs fonctionnements aux exigences de l'économie de marché et en réduisant les degrés de la bureaucratie et de la corruption ;
- Former les dirigeants des PME, en organisant des séminaires sur l'organisation du travail, la gestion, l'utilisation de l'outil informatique..., avec la création d'un réseau de centres de formation des dirigeants des PME, comme celui existant en Tunisie depuis 1980.
- La vulgarisation des aides financières et des garanties existantes pour maximiser l'utilisation des PME pour les lignes de crédits ouvertes.

Chapitre 1 : Généralités sur les PME

- Impliquer davantage les collectivités locales (APC et Daïras) dans le processus de la promotion des PME. Leur permettre d'apporter des orientations et des aides techniques, par leur proximité des entrepreneurs grâce à des budgets spécifiques.
- Permettre l'accès au foncier aux meilleurs coûts et faciliter l'installation des porteurs de projets de création d'entreprise.
- La mise en place d'un système national efficace de collecte, d'analyse et de diffusion d'informations économiques et financières et l'encouragement de l'utilisation des techniques de communication nouvelles comme Internet.
- Encourager l'apprentissage des langues étrangères chez les chefs d'entreprises et les nouveaux diplômés, quand on sait que près de 80% du contenu d'Internet est rédigé en anglais.
- Encourager la diversification du tissu des PME-PMI par la promotion de la sous-traitance et le soutien des activités artisanales, à travers des mesures incitatives fiscales et financières.
- La mise en place de nouveaux dispositifs d'aide et de promotion des *PME- High Tech*, orientées vers l'innovation et les technologies de l'information.
- Renforcer le rôle des pouvoirs publics pour améliorer la compétitivité des entreprises, dans la finalité d'accroître la taille des PME et stimuler leurs innovations.
- Créer des organismes d'appui et d'accompagnement pour le développement international des PME algériennes.
- Mettre en place des mécanismes et des instruments de contrôle pour réduire l'impact des pratiques hasardeuses, qui peuvent nuire aux différentes mesures et programmes d'appui destinés aux PME.

Conclusion

L'économie algérienne est devenue un véritable chantier de construction, résultant des mesures de réformes. Une forte dynamique économique est mise en marche engendrant un développement important et rapide de la PME, dans un cadre encore en transformation.

Chapitre 2:Le chômage

Introduction

Le chômage est parmi les phénomènes économiques et sociaux qui présentent d'énormes problèmes à travers le monde entier en général, et dans les pays en développement en particulier, dont l'Algérie fait partie d'eux bien évidemment.

Vu la situation critique que connaît l'économie algérienne, suite à la stagnation du marché de travail, ou plutôt dire suite aux faibles possibilités d'avoir des postes de travail permanents, il est judicieux d'aborder le sujet de chômage dans le but de cerner les principaux éléments et facteurs qui sont à l'origine de cette crise.

Afin de mieux aborder tous les points essentiels en relation avec l'objet du présent chapitre, nous avons partagé notre essai en quatre sections :

Section 1: Généralités sur le chômage

Section 2: Les raisons et les conséquences du chômage

Section 3: Le marché de travail en Algérie

Section 4: Le rôle des PME dans la réduction du chômage en Algérie

Section1 : Généralités sur le chômage

1-1-Définition du chômage

1-1-1-La Définition d'après le Bureau International du Travail (BIT) :¹

Le Bureau International du Travail (BIT) définit une personne au chômage à partir de trois conditions : elle est sans travail, elle est disponible pour travailler et elle recherche effectivement du travail.

Cette définition est reconnue et acceptée dans la plupart des pays. D'apparence simple, elle est cependant susceptible d'interprétations diverses, par exemple sur ce que doit être l'intervalle de temps pendant lequel ces conditions doivent être vérifiées. Pour éviter des divergences trop grandes, les pays de l'Union européenne se sont accordés depuis long temps sur une interprétation commune de cette définition.

Le chômage est défini relativement à une semaine donnée, dite semaine de référence. Un chômeur est ainsi une personne :

- qui n'a pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours de la semaine de référence
- qui était disponible pour travailler dans un délai de deux semaines.
- qui a entrepris des démarches spécifiques pour trouver un emploi au cours des autres semaines précédant la semaine de référence.

¹ Olivier, Chardon et Dominique Goux, Op.cit, p 68

CHAPITRE 2: LE CHOMAGE

Tableau n°1: Définition et interprétation européenne du chômage au sens du BIT

Définition théorique	Interprétation communautaire
Être sans travail	Non pourvu d'emploi salarié ou non salarié (pendant au moins une heure) pendant la semaine de référence
Être disponible pour travailler	Pouvoir commencer une activité dans un délai de deux semaines
Rechercher activement un travail	Avoir entrepris des démarches spécifiques en vue de trouver un emploi au cours des quatre dernières semaines

Source :Olivier, Chardon et Dominique Goux « la nouvelle définition européenne du chômage BIT ,économie et statistique N°362 page68

1-1-2-La Définition d'après l'Institut National de la Statistiques et des Etudes Economiques (l'INSEE) :¹

La définition de l'INSEE est plus souple que celle du BIT et plus précise, distinguant 8 différentes catégories de chômeur. Elle reprend les critères précédemment énoncés en les atténuant. Aussi la catégorie 1 dispose de quatre critères :

- ❖ Le chômeur ne pas avoir d'emploi ou disposer d'une activité réduite, de moins de 78 heures pour le mois
- ❖ Le chômeur doit être disponible immédiatement
- ❖ Le chômeur doit rechercher un emploi à plein-temps, puisqu'il peut exercer une activité réduite
- ❖ Le chômeur doit être inscrit à l'ANPE. Il s'agit donc de la seule démarche active que recense l'INSEE contrairement au BIT.

L'INSEE comptabilise des chômeurs de plusieurs catégories, qui répondent seulement à un ou plusieurs éléments, du chômeur à temps partiel (catégorie 2) à une personne qui a exercé une activité de plus de 78 heures

1-2-La mesure du chômage²

1-2-1- A travers l'indicateur du taux de chômage : Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs).

$$\text{Taux de chômage} = \text{nombre de chômeurs} / \text{population active}$$

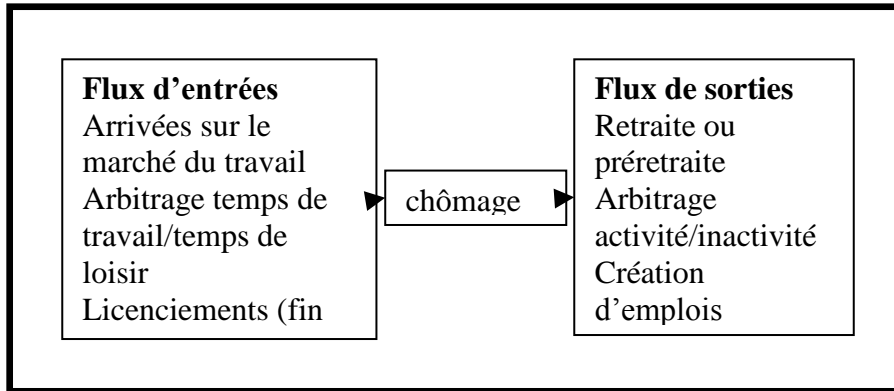
¹ [Http //www. / .expert-comptable-com /droit-du travail /chomage, quelle- est- la definition-du chomage-html ?page :1](http://www.expert-comptable.com/droit-du-travail/chomage,quelle-est-la-definition-du-chomage-html?page:1)

² Ben Abderrahmane Lyes & Guechi Habiba , « **Le chômage en Algérie Aspect théorique et réalité économique** »,séminaire, Université de M'sila, 2011,p p 5 ,6,7,8

CHAPITRE 2: LE CHOMAGE

1-2-2- A travers les flux : Dans une démarche dynamique, le nombre de chômeurs apparaît comme la différence entre les flux d'entrée et de sortie du chômage

Figure n °1 : La mesure du chômage A travers les flux



Source : Mr Diemer, cours en économie général

[http://www.oeconomia.net/private/cours/economiegeneral.](http://www.oeconomia.net/private/cours/economiegeneral)

2-Les explications du chômage

L'analyse de la situation contemporaine du chômage a donné naissance à trois grands types d'explications : une explication classique qui impute la responsabilité du chômage à l'insuffisante rentabilité des entreprises ; une explication keynésienne pour laquelle le chômage résulte d'une demande solvable insuffisante ; une explication plus structurelle qui lie le chômage à des facteurs économiques et sociaux permanents

2-1 -Le chômage classique : Pour l'analyse classique, l'équilibre économique s'accompagne du plein emploi des facteurs de production, travail et capital ; le chômage durable ne trouve donc pas sa place dans une telle approche. Lorsqu'il existe, cependant, il est le signe d'un déséquilibre macroéconomique provisoire.

Deux raisons peuvent expliquer la présence du chômage dans le modèle libéral classique:

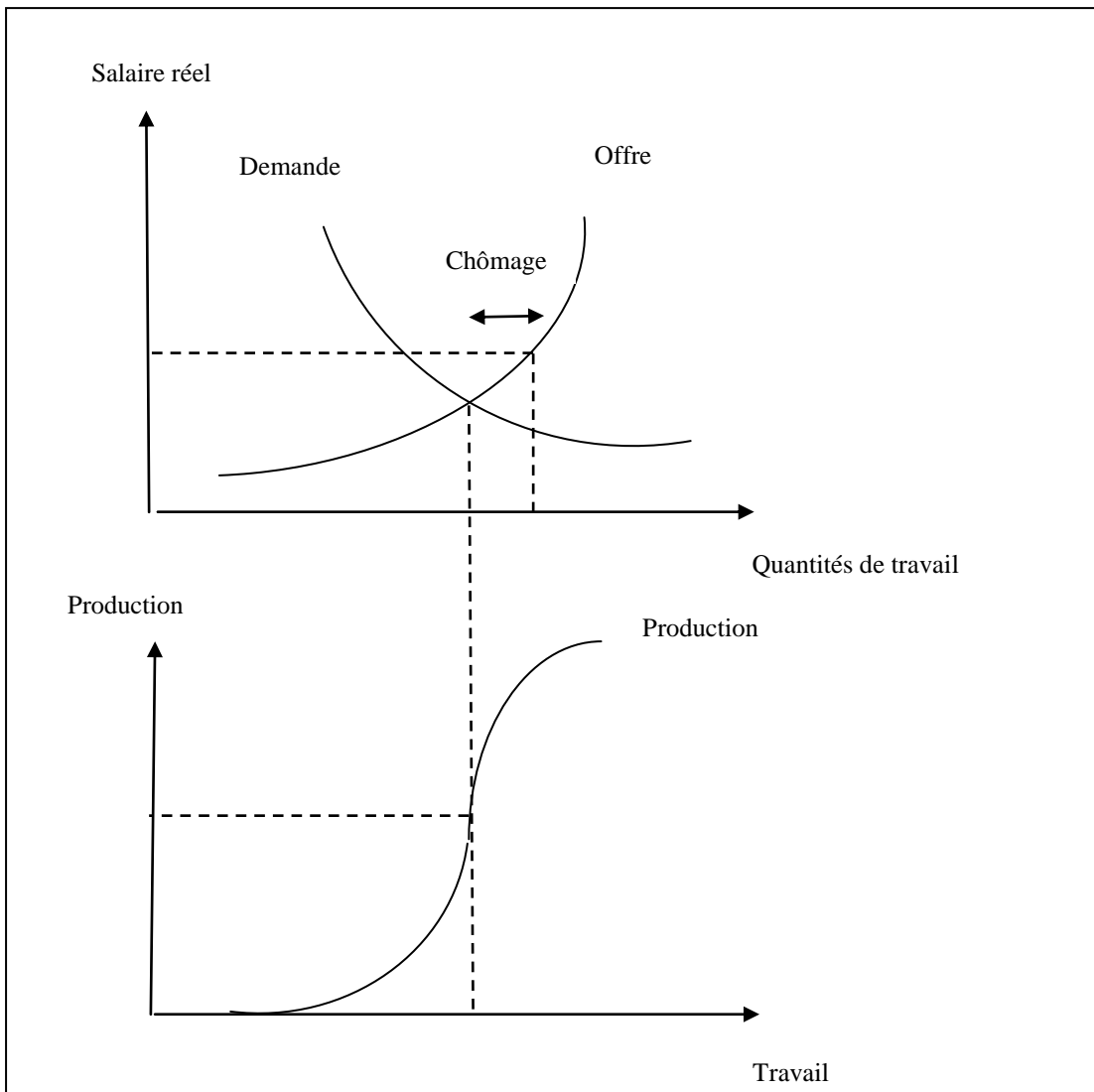
- l'insuffisante flexibilité des prix (donc du salaire, prix du travail) à la baisse ;
- les insuffisantes capacités de production des entreprises.

Ces deux facteurs sont par ailleurs intimement liés : le niveau trop élevé et rigide de la rémunération du facteur travail a pour conséquences une rémunération insuffisante du capital, c'est à dire une rentabilité trop faible des investissements.

Les entreprises sont alors conduites à renoncer à l'exploitation de certains équipements et à l'extension des capacités de production existantes; c'est donc l'insuffisance de la rentabilité qui engendre le chômage classique

CHAPITRE 2: LE CHOMAGE

Figure n°2 : Chômage et marché du travail



Source : Mr Diemer, cours en économie général

<http://www.oeconomia.net/private/cours/economie>

2-2-Le chômage keynésien

Le chômage est involontaire et résulte d'une insuffisance de la demande effective, il est donc conjoncturel. Le niveau de l'activité et de la production est fixe par les entrepreneurs qui anticipent l'évolution de par les entrepreneurs qui anticipent l'évolution de la demande de consommation afin d'investir en conséquence. Il faut donc augmenter les salaires pour augmenter la consommation, seule susceptible de faire repartir la croissance. La baisse des salaires ne permet donc pas le retour au plein emploi. Il n'y a priori aucune raison pour que le plein emploi se réalise spontanément (le volume des besoins détermine le volume de l'activité, donc de l'emploi). Une situation durable de sous-emploi est donc possible.

2-3-Le chômage lié aux structures économiques et sociales ; La permanence, voire l'extension du chômage tend à montrer que les explications du phénomène par l'insuffisance de

CHAPITRE 2: LE CHOMAGE

l'offre productive ou de la demande solvable sont plus complémentaires qu'opposées. A côté de celles-ci, cependant, se développent depuis peu d'autres approches qui visent à faire du chômage une variable liée à la nature des structures économiques et sociales. Cinq conceptions différentes du chômage sont apparues :

- **Le chômage naturel** : Dans un discours présidentiel à l'AEA (1968), Milton

Friedman a donné une longue définition du chômage naturel : « "The natural rate of un employment is the level which would be ground out by the walrasian system of the général equilibrium equations, provided that there is in them the actual structural characteristics of the labour and commodities market, including market imperfections, stochastic variability in demands and supplies, the cost of gathering information about job vacancies and labor availabilities, the costs of mobility, and so on".

Le taux naturel de chômage mesure la proportion d'actifs qui ne trouvent pas d'emplois dans les conditions normales de fonctionnement du système d'emploi. (ce chômage naturel est d'autant plus élevé que le marché du travail est plus rigide). Il existerait ainsi dans tout système économique, un taux de chômage plancher contre lequel aucune politique économique n'est durablement capable d'agir. Une réduction temporaire du taux de chômage, en deçà du taux naturel, ne peut être obtenue qu'au prix d'un taux d'inflation croissant. L'analyse de Milton Friedman est une critique des politiques keynésiennes de relance visant à réduire le chômage. Selon Milton Friedman, les politiques keynésiennes de relance n'ont pas d'effet durable sur le chômage, elles sont en revanche toujours inflationnistes.

- **Le chômage d'équilibre** : Si pendant longtemps les analyses du chômage se sont

partagées entre les tenants de l'école orthodoxe (qui attribue le chômage au refus des salariés, des syndicats ou de l'Etat de laisser jouer les mécanismes du marché) et ceux de l'école keynésienne (qui attribue le chômage à une insuffisance de la demande), une nouvelle interprétation du chômage est apparue avec ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui l'analyse dite « WS/PS » (*Wage Setting/Price Setting* ou *Wage Schedule / Price Schedule*). Selon cette nouvelle approche, le chômage serait le résultat involontaire des comportements aussi bien des entreprises que des salariés en place, comportements favorisés ou imposés par les structures de l'économie.

Du côté des entreprises, la concurrence peut être imparfaite, des situations d'oligopoles (Grande Distribution) voire de quasi monopoles (Microsoft, Intel...) peuvent apparaître. Dès lors, les entreprises bénéficient d'une liberté de fixer des prix qui ne sont plus

CHAPITRE 2: LE CHOMAGE

imposés par le marché. Dans la pratique, cela consiste à majorer les coûts d'une certaine marge (on parle de *règle de Mark-up*). D'une entreprise à l'autre, cette marge évoluera en fonction de l'intensité de la concurrence et de la conjoncture. Lorsque l'activité est soutenue, la concurrence est moins vive pour gagner des parts de marché, les marges deviennent intéressantes et les prix augmentent, les salaires réels diminuent d'autant.

Ainsi lorsque l'activité progresse, les embauches sont de plus en plus nombreuses, donc le chômage tend à diminuer. Au final, baisse du salaire réel et baisse du chômage s'effectuent conjointement. A l'inverse, lorsque l'activité stagne, la concurrence sera plus vive pour gagner des parts de marché, les marges commenceront à se tasser et les prix également. Ce qui contribuera à améliorer le pouvoir d'achat des ménages (ce pouvoir d'achat étant déterminé par le salaire réel). Au final, le chômage augmentera et le salaire réel également. Il existe ainsi une relation croissante (relation « *PS* ») entre le taux de chômage et le salaire réel. Les salariés, de leur côté, cherchent à obtenir des hausses de salaires. Quand le taux de chômage est faible, les opportunités d'emploi sont plus nombreuses et les remplaçants possibles moins nombreux.

Ceci renforce le pouvoir de négociation des salaires et joue dans le sens d'une hausse des salaires. On a ainsi une relation décroissante (relation « *WS* ») entre le salaire réel et le taux de chômage. Ainsi deux forces contraires sont à l'œuvre sur le marché du travail. L'une résulte de la politique de fixation des prix des entreprises, l'autre de la politique d'évolution des salaires. A l'équilibre, un certain niveau de salaire correspondra à un certain taux de chômage. On parle ainsi de *chômage d'équilibre*. Si rien ne change dans le mode de fixation des prix et des salaires, le taux de chômage sera durable. Contrairement à la vision orthodoxe, il n'existe aucune force de rappel, le mécanisme de marché ne peut modifier le chômage en jouant sur les prix ou les salaires.

Il s'agit en outre d'un chômage involontaire (mais non keynésien car il doit beaucoup à l'absence de marchés concurrentiels) car il résulte des politiques des entreprises et des exigences des salariés.

Notons que plus on s'éloigne d'un marché du travail flexible et concurrentiel, plus le taux de chômage d'équilibre est élevé. Si cette approche a l'avantage de concilier les deux grandes écoles de pensée économique (néoclassique et keynésienne), elle présente toutefois une série d'inconvénients. Elle accorde tout d'abord très peu de place à la variable demande, qui ne joue qu'un rôle réduit dans la détermination du niveau de chômage. Or, c'est oublier que c'est souvent par manque de débouchés que les entreprises reprisent d'embaucher. Ensuite, l'approche (WS-PS) fait, selon l'expression de Yannick L'Horty et Florence Thibault (1998),

CHAPITRE 2: LE CHOMAGE

figure de fourre-tout. Selon les indicateurs retenus du côté de l'offre, le résultat des calculs diffère.

▪ **Le chômage frictionnel** : Lorsqu'un travailleur cherche un emploi, à sa sortie du système éducatif, à la suite d'une démission ou d'un licenciement, il reste un certain temps au chômage avant de trouver ou de choisir un emploi. Le chômage frictionnel est donc le fait qu'il existe un décalage entre le moment où l'entreprise cherche à embaucher et l'embauche du travailleur.

▪ **Le chômage technologique** : L'accélération des mutations technologiques contribue à faire évoluer les demandes de qualification, la nature des postes de travail et le volume d'emplois nécessaire. Le chômage résulte parfois d'une inadéquation ou d'une inadaptation entre les emplois disponibles et les emplois souhaités, tant sur le plan qualitatif que quantitatif. Le chômage technologique rappelle que sous l'effet des innovations, des activités seront détruites et des salariés licenciés.

▪ **Le chômage de segmentation** : Le chômage n'est pas un phénomène homogène, le marché du travail est donc segmenté selon les statuts, l'âge, le sexe, la qualification. Le chômage frappe donc les individus différemment selon leur degré de vulnérabilité dans l'emploi

3-Les formes de chômage :¹

Le chômage prend des formes très diverses et peut donc être qualifié selon les caractéristiques qu'il présente. On distingue notamment :

3-1- chômage structurel : qui a des **causes qualitatives** comme le changement de la structure des emplois, le remplacement des hommes par des machines, la qualification des emplois, le remplacement des hommes par des machines. La qualification des demandeurs d'emploi qui ne correspond plus à l'offre de travail (entre 1996 et 2000, malgré la croissance, le chômage est resté important).

3-2- Le chômage conjoncturel : qui a des **causes quantitatives** : la situation économique fait que les entreprises ont moins besoin de personnel. Il s'agit d'un problème de court terme qui touche un ou plusieurs secteurs, voire l'ensemble de l'économie (par exemple lors de la crise de (1973-1974).

3-3- Le chômage frictionnel : qui est dû à la période d'inactivité que l'on peut connaître entre le moment où on perd et le moment où on retrouve un emploi.

¹ Joëlle bon enfant, Jean lacroix, « **le chômage** », Direction des relations internationales l'enseignements, centre de langue, (telecharger de l'internet le 16 avril 2014 a 19 :31), p p, 1 ,2

3-4-Le chômage technique :qui est provoqué par l'arrêt momentané de l'activité d'une entreprise, suite à une baisse de la demande ou pour des raisons d'ordre technique (rupture des approvisionnements en énergie, incendie d'une usine, grève de certaines catégories de personnels ...).

3-5- Le chômage partiel qui décrit la situation dans laquelle le nombre d'heures de travail est inférieur au nombre d'heures habituellement pratiqué.

Section 2 : les raisons les conséquences du chômage

1- Les raisons du chômage : ¹

Les raisons économiques ne sont pas la seule cause dans l'apparition du chômage, il y a d'autre raisons, à la même importance Comme les raisons non économiques

1-2-raisons internes

En générale, ces raisons liées à la politique intérieure de la communauté, et peuvent être résumées comme suit :

- Le changement du travail des personnes, qu'ils passent d'un emploi à un autre , et de l'industrie à l'autre, et pendant cette longue période ces personnes se trouve en chômage
- L'exigence d'un type bien précis de travail
- Déséquilibre dans la politique éducative menée par l'État
- Le retard économique des pays en voie de développement suite à l'augmentation du taux de la population qui est proportionnelle à l'augmentation du taux de chômage
- Mauvaise distribution de main d'œuvre selon les besoins réels
- L'émergence des bénéficiaires des centres administratifs, qui ont contribué à la marginalisation des compétences.
- Le manque de développement et de la modernisation des méthodes de travaille
- Manque d'expansion dans les lieux de production ou la mise en œuvre de nouveaux projets
- Le manque d'efficacité des fonctionnaires dans la conduite projets et de la communauté
- L'absence des idées économique pour résoudre les problèmes du chômage
- L'absence de l'esprit de la solidarité sociale
- L'utilisation non rationnelle des ressources disponibles
- L'augmentation des heures de travail

1-2-raisons externes

Peuvent être résumées comme suit :

¹Traduit d'un mémoire en arabe

محمد دهان ديبج, الاليات الشرعية لعلاج البطالة, رسالة مقدمة ضمن متطلبات نيل شهادة الماجستير في الاقتصاد الاسلامي , قسم الشريعة, كلية العلوم الاجتماعية و العلوم الاسلامية , جامعة باتنة, دفعة 2007-2008, ص ص 41 - 45

CHAPITRE 2: LE CHOMAGE

- La nature de l'économie qui base sur l'exportation et l'importation, au lieu de miser sur le développement du marché intérieur
- La baisse des prix des matières premières ainsi que la hausse des prix des produits importés conduisant à un déficit de la balance des paiements et par conséquent à l'augmentation du taux de chômage
- Progrès dans les domaines de la technologie, de l'éducation et de la fabrication
- exploitation non rationnelle de la main d'œuvre.

2-Les conséquences du chômage

2-1-Les conséquences économiques

- Le gaspillage des ressources économiques, qui l'occasion de profiter de la satiété des besoins de la communauté, qui sera fourni par la main-d'œuvre.-Désactivation de travail conduit à priver la société de la productivité¹
- Le chômage conduit à l'inflation²
- L'émergence de l'économie non formelle qui augmente le taux de chômage³

2-2-Les conséquences sociaux :⁴

- L'émergence de la déviance sociale.
- Augmenter le taux de criminalité.
- l'augmentation du taux des chômeurs, qui résulte la déviance sociale les délits et les crimes

2-3-Les conséquences politiques :

- Menace la stabilité politique et sociale
- Le manque de confiance chez les chômeurs, et de aux ne pas croire promesse de l'état

Section3 : Le marche de travail en algérie

1-Principales caractéristiques du marche du travail en algérie ⁵

Les principales caractéristiques du marché du travail peuvent être relevées à partir des données des enquêtes de l'ONS. C'est l'unique source, bien que limitée, qui produit des données selon différentes variables.

¹ Traduit d'un livre en arabe

احمد حسين الرفاعي, خالد واصف الوزني, مبادئ الاقتصاد الكلي بين النظرية و التطبيق, دار وائل للنشر, عمان, 1999, ص 265

² حسام داوود و اخرون , مبادئ الاقتصاد الكلي , دار الميسرة , عمان, 2000, ص 265

³ Traduit d'un seminaire en arabe

قصاب سعيدة , اشكالية البطالة في الجزائر(1995-2005) ,بحوث الاوراق عمل ندوة عربية منعقدة حول البطالة اسبابها و معالجتها و اثرها على المجتمع, جامعة سعد دحلب, البليلة, 2006, ص259

⁴ Traduit d'un livre en arabe

احمد رمضان نعمة الله و اخرون , مبادئ الاقتصاد الكلي, الدار الجامعية, الاسكندرية, 2008, ص302

⁵ Musette Mohamed Saïd, le marché du travail en Algérie une vision nouvelle, Gread, Alger, 2013, p 4

CHAPITRE 2: LE CHOMAGE

D'abord, on peut constater que le secteur privé domine le marché du travail, mais avec l'offre des emplois temporaires notamment. Puis, le chômage est plus important toujours dans le monde urbain que dans les milieux ruraux. Une plus grande vulnérabilité est observée parmi les jeunes et surtout les filles.

Un ralentissement de l'emploi informel, qui reste toujours assez important a été observé. L'Algérie continue à faire appel à la main d'œuvre étrangère pour la réalisation des programmes en cours. Quant à l'émigration, elle n'est pas organisée. Les mouvements migratoires irréguliers sont encore observés. Vers l'Algérie, ces flux sont composés plus par des réfugiés. A partir d'Algérie, le « harka » a connu un certain ralentissement et les modes opératoires ont changé.

➤ **Dominance du secteur privé avec des emplois temporaires en hausse continue**

Le marché du travail est caractérisé par la dominance de l'emploi par le secteur privé. Ce dernier a pris le relais du secteur public depuis les années 1990. Pour rappel, en 1989 le secteur public était en tête position, avec 54% des emplois. D'une manière générale, le secteur privé condense en 2011, 60% des emplois contre 40% pour le public. L'essentiel du salariat dans secteur privé est temporaire, estimé à 79,5% en 2011. A l'inverse, le salariat permanent est concentré dans le secteur public.

➤ **Un chômage surtout urbain, avec une plus grande vulnérabilité des femmes et des jeunes**

Selon la dispersion géographique (urbain/rural) en 2011 comme en 2010, le taux de chômage est plus important dans le monde urbain avec un taux de 10,7% contre 8,7% pour les zones rurales. La tendance globale indique une plus grande vulnérabilité des femmes, dont le taux est plus du double que celui des hommes. Une légère variation est observée en 2011: le taux de chômage des hommes a connu une légère hausse, il passe de 8,1% à 8,4% tandis que celui des femmes accuse une baisse de presque de 2%, passant de 19,1% à 17,2% entre 2010 et 2011. Cette baisse est induite par une chute du taux de chômage (moins de 2,4%) des femmes adultes (plus de 25 ans) en particulier. Ainsi il y a un écart persistant en 2011, entre le chômage des jeunes (16-24 ans) et celui des adultes (25-60 ans). Celui des jeunes est estimé à 24%, avec encore une forte disparité selon le sexe

➤ **Dynamique ralenti de l'informel**

La dominance du secteur privé est traduite par une dynamique persistante du secteur informel qui a gagné du terrain. Les mouvements déclenchés en janvier 2011 étaient portés par ces « outsiders ». Après une période de « tolérance », les autorités ont mené des actions répressives, accompagnées par des mesures d'intégration du commerce informel dans des marchés structurés. Le niveau de l'informalité de l'emploi (absence de couverture sociale hors agriculture) est estimé à 40% en 2011 contre 45,6% en 2010. Ce ralentissement est observé dans l'ensemble des secteurs, à l'exception des transports & télécommunications

➤ **Les flux migratoires –appel à la main d'œuvre étrangère**

L'Algérie maintient sa stratégie d'appel à la main d'œuvre étrangère, engagée depuis 2003, pour la réalisation de ses grands programmes. La main d'œuvre chinoise constitue la part la plus importante de

CHAPITRE 2: LE CHOMAGE

l'immigration légale. Il existe aussi une migration irrégulière (plus subsaharienne) qui a connu un ralentissement depuis le déclenchement des conflits au Sahel et la sécurisation des frontières au Sud de l'Algérie (Mali, Niger), à l'Est (Tunisie, Libye) et à l'Ouest (le Maroc). L'émigration algérienne régulière se stabilise à l'étranger, avec une réorientation vers d'autres destinations. Ce nouvel âge de l'émigration régulière se distingue par un nouvel profil.

La dynamique des retours, enclenchée depuis les années 2000, connaît un ralentissement en 2012.

L'émigration irrégulière « Harga » reste d'actualité, elle est rythmée par les conjonctures. D'autres modes opératoires sont mis en œuvre pour contrer la sécurisation algérienne et européenne des frontières maritimes, voies empruntées par les migrants durant les années 2000. L'une des caractéristiques la plus sévère du salariat est celle de la baisse de l'emploi permanent et la montée de l'emploi temporaire.

En 2010, les deux courbes se sont croisées : une légère reprise de l'emploi permanent est observée en 2011. La durabilité de cette reprise reste problématique. Graphique

2-Politique d'emploi en algérie :¹

La gestion et la régulation du marché du travail relèvent des prérogatives de l'Etat. La raison d'être des politiques publiques d'emploi est liée aux conséquences néfastes de ce phénomène aussi bien pour l'Etat que pour les individus. Le chômage est considéré comme un sous emploi du facteur travail, donc un manque à gagner pour l'économie nationale. Aussi, un chômage de longue durée, surtout s'il touche une frange importante de la population active, entraîne la détérioration du niveau de vie et ainsi favorise la croissance de la pauvreté.

Par ailleurs, en l'absence de perspectives d'emploi, un bon nombre de personnes, notamment les jeunes, opte pour l'immigration vers l'extérieur du pays et d'autres rejoignent les rangs de l'informel qui ne cesse de prendre de l'ampleur chaque année. Egalement, le chômage favorise l'apparition de beaucoup de fléaux sociaux comme la délinquance, la violence, l'insécurité

2-1-contexte du marche du travail

Dans l'histoire de l'Algérie indépendante, le chômage a connu trois grandes phases distinctes :

La première, depuis l'indépendance jusqu'au milieu des années 80 où le taux de chômage était décroissant.

La deuxième, entre 1986 et 2000, dans laquelle l'évolution de ce phénomène était sans cesse croissante.

¹ Mohamed khaznadj et Belaid Abrika, **Politique de lutte contre le chômage ,précarité du travail au noir dans la wilaya de tizi ousou** , 2012,p 3

CHAPITRE 2: LE CHOMAGE

Enfin, la dernière phase, depuis l'année 2001 jusqu'à 2012 où le taux de chômage a repris sa tendance à la baisse. Il est important de souligner que l'essentiel des dispositifs d'emploi que nous connaissons aujourd'hui en Algérie était engagé durant la deuxième phase. Au cours de la troisième phase, ces dispositifs n'ont connu que des réaménagements et des améliorations.

La deuxième phase, était marquée par plusieurs événements majeurs qui n'ont pas été sans conséquences sur l'emploi : réduction drastique des prix des hydrocarbures au niveau international, rééchelonnement de la dette extérieure, l'adoption des plans d'ajustement structurel qui ont engendré à travers ses différentes mesures la fermeture de plusieurs entreprises publiques et des licenciements collectifs.

C'est dans ce contexte de crise et de transition de l'économie dirigée vers l'économie de marché que la majeure partie des dispositifs de lutte contre le chômage a été mise en place en Algérie.

2-2-Les éléments de la politique de l'emploi en Algérie

Au regard de l'ensemble de ces considérations générales présentées pour apporter un éclairage au travail de conception d'une politique nationale orientée vers l'emploi il est possible de dégager les axes pouvant servir de facteurs déterminants dans cette politique en Algérie.

➤ La promotion des investissements

La création d'emplois économiques et durables est liée à la capacité d'investissement du pays, elle-même dépendante principalement des ressources financières disponibles, des instruments de régulation économique assurant la promotion de ces investissements dans des activités porteuses d'emplois, et des politiques menées en matière d'échanges extérieurs

➤ La mobilisation des ressources financières

Le volume des investissements des entreprises (publiques et privées) et de l'Etat est conditionné par la capacité de mobilisation des ressources financières à travers les moyens de paiement extérieurs et l'épargne nationale.

Les moyens de paiement extérieurs du pays proviennent depuis deux décennies pour un niveau constant de 95 % de l'exploitation des hydrocarbures.

L'évolution de ces ressources est liée aux résultats de la politique pétrolière initiée en 1996 (ouverture des activités de prospection et de production aux compagnies étrangères) mais surtout aux cours des marchés pétroliers dont on connaît la forte sensibilité à la conjoncture économique et politique dans le monde.

CHAPITRE 2: LE CHOMAGE

L'affectation de ces moyens est soumise à des contraintes difficiles à lever à moyen terme s'agissant notamment du service de la dette et de la facture alimentaire dont les montants correspondent respectivement à 20 % et 35 % des recettes d'exportation.

L'épargne nationale est elle-même fortement dépendante des revenus des hydrocarbures à travers leur impact sur la capacité d'épargne des ménages, à travers leur impact sur la capacité d'épargne des entreprises et de l'Etat. Les règlements des opérations de commerce extérieur pour l'investissement et l'exploitation des entreprises (60 % des importations) et les recettes fiscales (60 % d'origine pétrolière) le montrent amplement.

Ainsi la mobilisation de ressources financières pour l'investissement et la création d'emplois devant en résulter, très dépendante à moyen terme de l'exploitation des hydrocarbures, se doit d'explorer toutes les potentialités dont notamment :

L'augmentation des recettes fiscales autres que pétrolières grâce à une action rigoureuse contre l'évasion fiscale que des estimations situent à un niveau élevé, la rationalisation de la gestion des services et infrastructures de l'Etat, la mobilisation de l'épargne des ménages mettant à profit le besoin important et durable en matière de logement, la mobilisation de toutes les formes d'épargne dont celle des travailleurs à des projets d'investissement à l'instar du projet en cours d'étude au sein de l'UGTA, s'inspirant d'une expérience réussie de la fédération des travailleurs du Québec, la mise à niveau de la gestion des entreprises publiques en vue d'améliorer leur capacité d'autofinancement, l'orientation des investissements privés dans le cadre du dispositif de promotion en place afin d'éviter le surinvestissement coûteux déjà observé dans certaines branches (agro alimentaire).

➤ **La question de la dette extérieure**

La question de la dette extérieure a émergé au début des années 1990 lorsque la nécessité pour l'Algérie d'aller vers le rééchelonnement en relation avec les institutions financières internationales s'est imposée devant l'ampleur du service de la dette qui en 1993 représentait 114% des recettes d'exportation.

En contrepartie du rééchelonnement de 16 milliards \$ EU de dette extérieure le pays s'est astreint à une rigueur budgétaire dans le cadre d'un programme d'ajustement structurel - PAS - Avec la réalisation de ce programme et grâce à l'amélioration des cours pétroliers, l'Algérie a pu rétablir les équilibres macroéconomiques et la dette ne constitue plus à moyen terme de contrainte majeure. Les données suivantes illustrent parfaitement la maîtrise retrouvée de l'Algérie quant à la gestion de sa dette, même si sa solvabilité n'a jamais été mise en doute en raison principalement de son potentiel en hydrocarbures. Cette maîtrise de la dette extérieure et la prudence adoptée par l'Algérie dans la gestion budgétaire, n'ont pas pour autant réussi à attirer les investissements directs étrangers -IDE-.

CHAPITRE 2: LE CHOMAGE

Il est vrai aussi que le retard pris par le processus de la privatisation des entreprises publiques n'est pas pour rassurer les investisseurs privés, nationaux et étrangers. Toutefois les récentes réalisations de partenariat devraient favoriser l'action de l'Algérie pour capter d'avantage les IDE, même si la conjoncture mondiale est défavorable pour l'Afrique et serait plus positive vers l'Asie, avec notamment la récente adhésion de la Chine (l'un des plus grand marché du monde) à l'OMC.

Des tentatives de reconversion de la dette en prise de participations peuvent permettre de desserrer l'état de la dette, notamment dans sa composante bilatérale au niveau des pays de la région (la France, l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne ces quatre pays qui totalisent plus de 50% de la dette au plan bilatéral).

Ce faisant, le concept de «Co-développement», adopté par la Conférence de Barcelone trouvera sa première concrétisation.

➤ **Le recours aux instruments de régulation économique**

L'utilisation optimale des ressources financières pour les besoins de l'investissement et de l'emploi repose sur une intervention appropriée des instruments d'incitation et de régulation économique :

✓ **La fiscalité**, qui est à considérer dans ses effets incitatifs à la création et à la préservation de l'emploi à travers des mesures favorables à la création d'entreprises, aux entreprises des secteurs productifs, aux activités à haute intensité de main d'oeuvre, aux investissements localisés dans des régions à promouvoir, aux filières industrielles dans lesquelles le pays dispose ou peut développer des avantages comparatifs.

✓ **Les tarifs douaniers**, dont l'impact sur le devenir du secteur productif national et l'emploi, dans son volume et sa qualité, est aisément perceptible et qui sont au centre des négociations relatives à l'adhésion du pays à l'OMC. Cette négociation qui doit porter aussi bien sur les biens que les services peut donner l'occasion à une large concertation entre les pouvoirs publics, les entreprises et les partenaires sociaux (syndicats, employeurs, organisations professionnelles et mouvement associatif) sur les propositions de l'Algérie, secteur par secteur et activité par activité et permettre en même temps de procéder aux composantes de ce dossier.

Nul doute que l'emploi doit servir de critère fondamental à ces analyses et aux décisions à prendre. Le taux d'intérêt bancaire, puissant instrument de régulation des investissements sera déterminant pour l'emploi. Mais son effet sera favorable pour autant que les conditions générales d'ordre politique, économique et social auront été rendues propices à l'engagement des investisseurs nationaux puis étrangers.

CHAPITRE 2: LE CHOMAGE

- ✓ **Le taux de change**, qui a longtemps servi à favoriser l'investissement capitaliste de par sa surévaluation doit aujourd'hui, après son ajustement progressif et sa stabilisation, jouer un rôle plus favorable aux petites et moyennes industries
- ✓ **L'aide financière directe de l'Etat**, qui doit se poursuivre par un meilleur ciblage des actions, des domaines, des régions et des populations dans le cadre de la mission de protection sociale et ce au travers de programmes visant directement et indirectement l'emploi : grands travaux, emplois d'attente, micro - entreprise, micro - crédit et formation professionnelle.
- ✓ **L'exploitation des potentialités sectorielles**, Les instruments d'incitations de l'investissement n'ont de valeur qu'au regard des domaines d'activité ciblés pour leurs avantages comparatifs et leur potentiel de création d'emplois. Dans chaque grand secteur d'activité de l'économie nationale des gisements d'emplois productifs sont à explorer, à évaluer et à promouvoir.

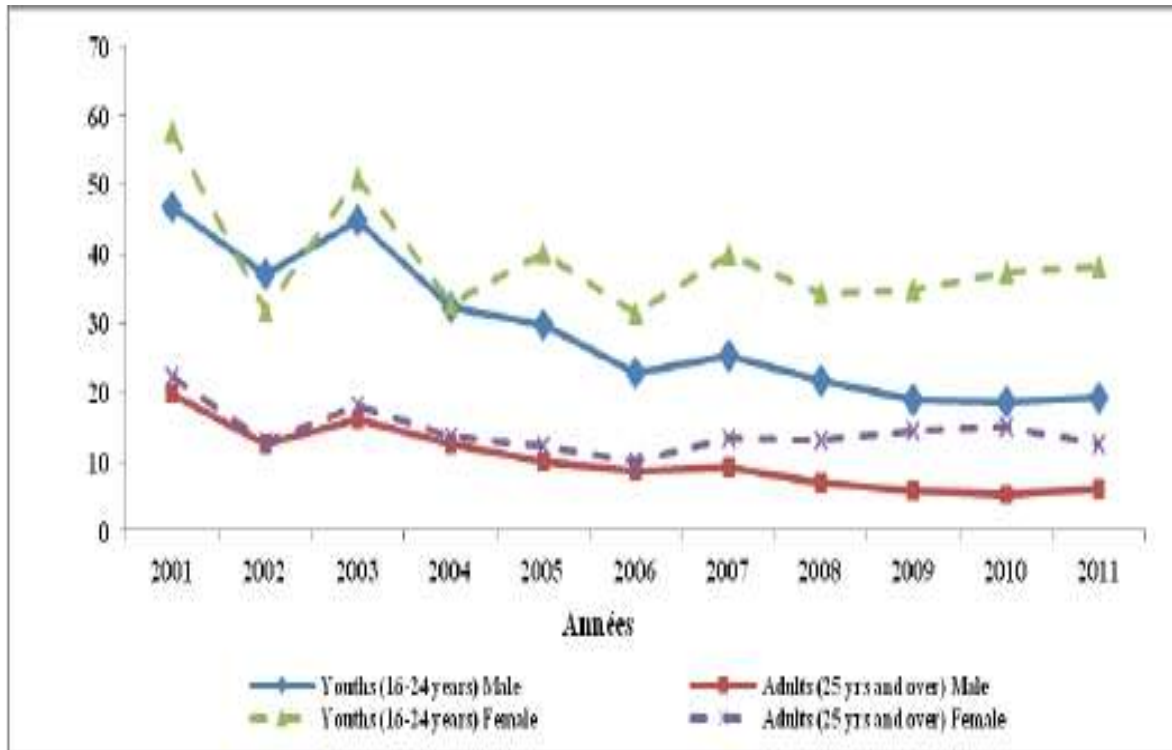
2-3-L'évolution de chômage en Algérie : ¹

L'évolution du chômage, de manière générale, peut donner une première appréciation. Le taux national serait en baisse d'après le sondage de l'ONS. Cette baisse n'est pas uniforme, évidemment. On peut constater les différences entre celui des jeunes et celui des adultes, selon le sexe. Le taux des adultes a atteint presque le niveau « naturel » du plein emploi. Celui des jeunes a connu aussi une baisse mais il reste encore élevé. Parmi les jeunes, c'est le taux de chômage des jeunes filles qui enregistre le niveau le plus important⁷, il est resté plus ou moins stable ces quatre dernières années. Les dispositifs ont certes contribué à cette baisse. Il peut être aussi admis que ces dispositifs n'ont pas impacté suffisamment pour réduire les écarts selon le sexe.

¹ Musette Mouhamed said.Op.cit p6

CHAPITRE 2: LE CHOMAGE

Figure n° 3 : Tendances du chômage de 2001 à 2011 selon les groupes d'âge (jeune/ adulte)



Source : données de l'enquête emploi, ONS, Alger

CHAPITRE 2: LE CHOMAGE

Section 4 : Le rôle des PME réduction du chômage en algérie

Les PME jouent un grand rôle dans la réduction du chômage :

1-Les PME et l'emploi en algérie :¹

L'absorption du chômage a donc bien été considérée comme le but visé par tous les efforts de développement en Algérie depuis l'indépendance. Elle a même été perçue comme une véritable course contre la montre, pour laquelle chaque retard rendait de plus en plus lointain et surtout de plus en plus irréalizable cet objectif. Quant à la voie à suivre, durant les dernières années, la stratégie est sans équivoque : le rôle décisif reviendra à la promotion du secteur de la petite et moyenne entreprise. « Les PME réussissent incontestablement mieux que les grandes entreprises à moduler l'emploi ... , »

1-1 -Part de l'emploi détenue par les PME

En Algérie, la reconfiguration de l'économie nationale depuis le début des années 1990 vers une économie de marché a permis une nette augmentation du nombre de PME. Depuis, ces entreprises assurent un nombre relativement important d'emplois.

La figure ci-après montre que la tendance de la part des PME dans l'emploi total est en croissance. Cette part est passée d'un peu plus 639 000 poste d'emplois en 2001 à plus de 1 620 000 emplois, ce qui représente 17,42% de l'emploi total en 2010.

Cette amélioration ne doit pas, cependant, masquer le fait que ce taux de participation des PME à l'emploi total est loin d'être celui des pays développés. Ce phénomène a de multiples explications. En premier lieu ; en Algérie, l'État reste toujours comme premier employeur.

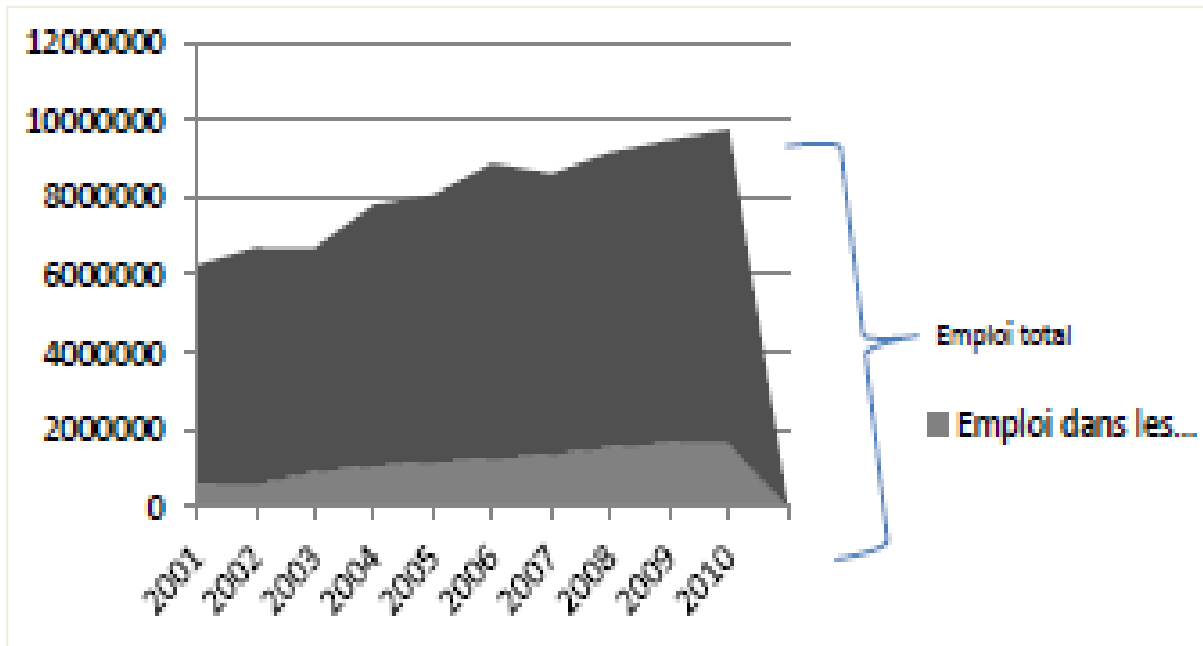
Il tient également, aux difficultés de transition du secteur privé, puisqu'il est toujours en phase embryonnaire et que les investissements se concentrent autour des secteurs où le taux de création d'emploi est le plus faible tels que le commerce et les services par rapport aux autres secteurs qui enregistrent un taux de création plus important tel que l'industrie et le tourisme et l'agriculture.

La troisième explication de cette faiblesse, renvoie à la spécificité des PME algériennes qui sont majoritairement de TPE à hauteur de 97% du total du tissu d'entreprise, donc leurs capacités à générer des nouveaux emplois sont limitées.

¹Kadi Mouhamed « **Relation Entre PME ET emploi en Algérie :Quelles Réalité** ?Ecole Doctorat ?université Sétif,2013,p 10

CHAPITRE 2: LE CHOMAGE

Figure n° 04: évolution de la part de l'emploi dans PME dans l'emploi total de 2001-2010



Source : Kadi Mouhamed, *Op.cit*, p 12

1-2 -Taux de croissance des PME et des emplois déclarés

L'utilisation des différents indicateurs économiques, tels que la mesure du taux de croissance, d'une entreprise, d'un secteur ou d'une économie, permettent une meilleure visibilité des changements qui s'opèrent au niveau microéconomique, Méso-économique et macroéconomique. Cependant, nous utiliserons dans ce travail le calcul du taux de croissance des PME et de l'emploi comme indicateur de performance des PME en termes de capacités de création d'emploi.

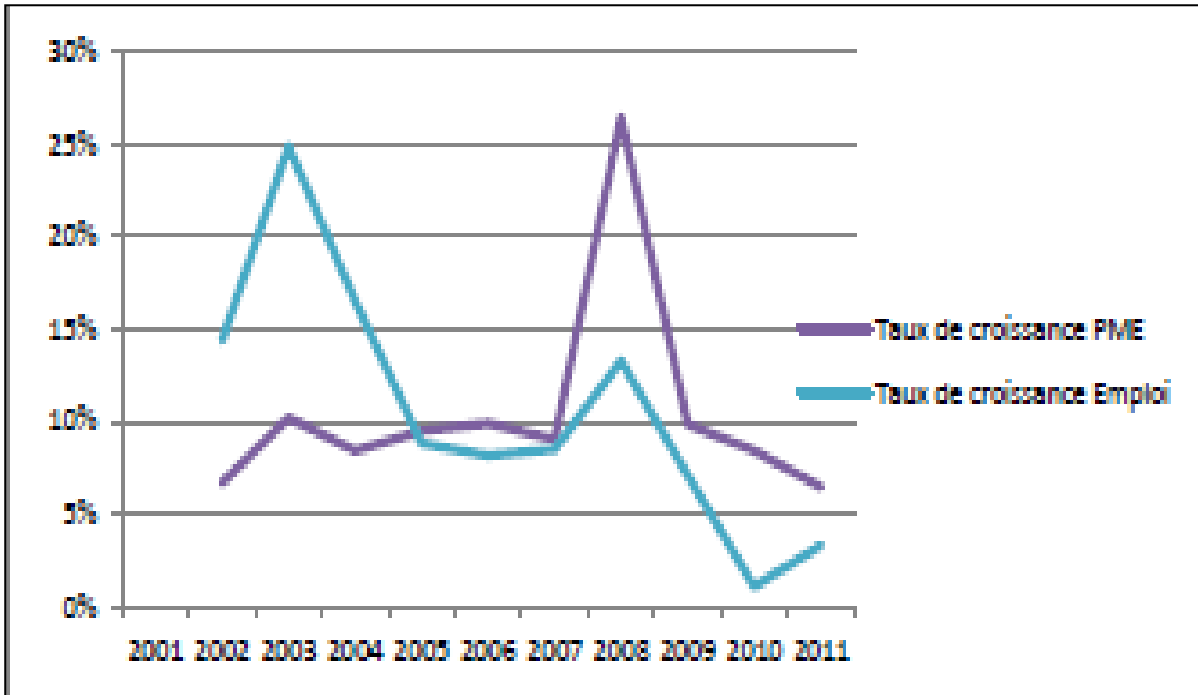
La figure ci-après montre que durant toute la période considérée, le comportement tendanciel est similaire pour les deux variables (emploi et PME)

Cet effet linéaire explique d'une manière générale l'importance de la création d'entreprise dans le processus de création d'emploi de types (employeur, employé). Cependant, cette évolution est marquée par deux phases distinctes : Durant la première phase (2001-2007), un pic est enregistré dans la croissance de l'emploi, cela peut s'expliquer en partie par les avantages fiscaux et parafiscaux promulgués par la loi d'orientation et de promotion des PME de 2001 et par l'augmentation de l'offre d'emploi par les entreprises privées dans le cadre des différents dispositifs d'insertion professionnelle ANEM et DAS, ce qui est expliquée par l'éligibilité de ces entreprises en termes de possibilités d'extension de leurs projets existants dans le cadre des dispositifs ENSEJ et CNAC, d'une part et la création de beaucoup de PME dans le secteur du BTPH intervenant en amont et en aval dans la réalisation de grands projets lancés dans le cadre des plans de relance et d'appui à la croissance (2002/2004 et 2005/2009), d'autre part.

CHAPITRE 2: LE CHOMAGE

Durant cette deuxième période, la récession enregistrée en termes de création d'emploi peu être expliquée par la suppression des avantages parafiscaux et la réduction des cotisations patronales dont plusieurs activités non éligibles n'ont pas pu déclarer leurs employés.

Figure n° 05 : Taux de croissance des PME et des emplois déclarés de 2001 à 2011



Source : Kadi Mouhamed, Op .cit p 12

2-Les mécanismes de la contribution des PME dans la réduction du chômage :¹

L'Algérie est l'un des pays les plus atteints par le chômage, en dépit des efforts qui est toujours en cours pour y remédier. Au cours des ces dernières années, la concentration des efforts d'Etats dans l'intérêt des PME pour lutter contre le chômage on basant sur plusieurs mécanismes :

2-1-La création de nouveaux emplois : Est l'un des mécanismes les plus importants qui peuvent être adoptées pour accueillir un grand nombre de travailleurs locaux disponibles dans le marché du travail a cause de plusieurs considérations prises par les PME :

❖ Les PME utilisent d'une part des techniques de travail intensives d'une part, et d'autre part un rythme social basé sur le fonctionnement des parents, des proches, des amis ainsi que les femmes sans obligation de qualifications scientifiques ou des certificats officiels.

¹ Traduit d'une conférence en arabe

مؤتمر العمل العربي, المشروعات الصغيرة و المتوسطة كخيار للحد من البطالة و تشغيل الشباب في الدول العربية, الدورة الخامسة و الثلاثون, شرم الشيخ, 23 فيفري 10, مارس, 2004, ص 17

CHAPITRE 2: LE CHOMAGE

❖ Coût de création des emplois dans les PME est moins trois fois que les couts marqués dans les grandes entreprises.

❖ Création des postes d'emploi pour les jeunes.

2-2-Formation des cadres locales : ¹

Les PME sont considérées comme des écoles de formations dans le même endroit et sans coût. Cette formation à un grand rôle dans l'émergence d'un grand nombre de créateurs de projet, c'est ainsi que l'émergence de nouvelles idées. Ceci contribue de manière significative au processus de développement.

2-3- la distribution des Industries et de diversifier la structure industrielle :²

La capacité de se propager dans les différentes zones géographiques a contribué à assurer un développement parallèle géographiquement et la réduction disparité entre le rural et l'urbain et la restauration de la campagne à son état naturel en tant qu'unité productif et exportateur de production excédentaire. Ce derniers ont conduit à la limite de la migration interne, et la réduction du taux de chômage, a partir de la création des nouvelles communautés produisant des nouveaux produits ainsi que des emplois pour les chômeurs dans ces région

2-4- Présenter des services et nouveaux produits :³

Les petites et moyennes entreprises considèrent comme une source de nouvelles idées, où l'innovation est une partie de la gestion de ces dernières, et ainsi offrent des nouveaux produits et services.

2-5-Mobilisation de ressources financière

Les petites et moyennes entreprises considères comme des centres d'investissement et de production des unités, travaillent à mobiliser l'épargne des particuliers, et pour y travailler dans l'économie nationale, et d'absorber le surplus d'argent est inactif, pour employer dans les investissements productifs, et de services.

¹www.ingdz.com

³ www.ingdz.com

²مؤتمر العمل العربي , مرجع سبق ذكره , ص17

CHAPITRE 2: LE CHOMAGE

Conclusion

Le chômage est un problème majeur en Algérie. Face à ce phénomène, l'Etat a mis des solutions radicales pour minimiser sa propagation. Parmi les solutions proposées est l'attention particulière accordée aux PME pour la mise en place d'une économie dépendante de plusieurs sources de revenus.

En revanche, ces propositions ne donnent pas la solution optimale pour minimiser ce problème à cause du manque de clarté de la politique suivie pour le développement de ces entreprises. Pour ces raisons, ces entreprises nécessitent un grand soutien et une meilleure prise en charge.

**Chapitre 3: enquête sur les
jeunes diplômés dans la
wilaya d'Oum el bouaghi**

Introduction

Après avoir abordé le côté théorique qui concerne les deux mots clés de notre étude, à savoir les PME et le chômage, nous allons procéder maintenant à examiner la nature de relation qui relie ces deux termes là.

Pour y parvenir, ou plus au moins essayer de parvenir, nous avons opté pour la confection d'un questionnaire afin de pouvoir collecter les avis d'un ensemble de concernés qui sont dans la majorité des jeunes diplômés. Ce choix n'est pas du tout arbitraire, mais il est basé sur une réalité que personne ne peut nier, et qui révèle que la grande partie des chômeurs à notre époque est constituée de diplômés qui sont des outputs des universités ou des centres de formation.

Donc, nous allons essayer maintenant de faire une analyse assez profonde aux différentes réponses données par les personnes enquêtées, et essayer d'aboutir à la fin à des résultats et conclusions qui nous guideront à donner une réponse satisfaisante à notre problématique.

Il est à noter dans ce contexte, que nous n'avons pu récupérer qu'un nombre réduit de questionnaires, et cela est du essentiellement et certainement à la langue, qui est un obstacle majeur dans la compréhension du contenu du questionnaire.

Section 1 : Le traitement des données collectées

1-1 Analyses des données qui concernent les enquêtés (Partie A)

1-1-1 Le sexe

Tableau1 : répartition des personnes enquêtées par sexe

Sexe	Masculin	Féminin
Effectif	21	09

Nous remarquons ici que le sexe masculin est dominant, cela est dû tout simplement à la disponibilité des jeunes et l'absence relative des filles dans les lieux publics

1-1-2 L'âge

Tableau2 : répartition des personnes enquêtées par tranche d'âge

Tranche d'âge	20-25	25-30	30-35
Effectif	5	10	15

Chapitre 3 : L'étude pratique du sujet

Nous remarquons ici que notre échantillon a touché deux tranches d'âge très sensibles (25-30 et 30-35) qui peuvent nous aider efficacement à atteindre notre objectif par l'apport de leurs précieux avis

1-1-3 Le niveau d'instruction

Tableau 3 : répartition des personnes enquêtées par niveau d'instruction

Niveau	Technicien	Licence	Master	Magistère
Effectif	6	16	7	1

Nous remarquons ici que la grande partie des enquêtés sont des diplômés universitaires, et nous pensons que c'est la tranche qui représente la grande partie des chômeurs vu la situation économique contemporaine.

1-1-4 Occupation de postes de travail par les enquêtés

Tableau4 : répartition des enquêtés par occupation de poste de travail

Occupation de poste	Oui	Non
Effectif	17	13

Nous notons ici qu'une importante partie des interrogés ont occupés déjà un poste de travail, mais malgré ça, il reste un nombre important sans emploi et qui représente 43.33% du total des enquêtés, et c'est un pourcentage qu'on ne peut pas négliger parce qu'il reflète probablement une réalité qui peut engendrer à la fois des diplômés chômeurs et des occupants de postes de travail mais d'une façon temporaire temporaires. Cette dernière catégorie peut également être considérée comme des chercheurs de postes de travail permanents.

1-1-5 Les secteurs d'activités

Tableau5: répartition des enquêtés par secteur d'activité

Secteur d'activité	Services	Industrie	Agriculture	BTP	Autres
Effectif	7	0	1	9	0

Nous remarquons que presque 53% des jeunes qui ont déjà occupés un poste de travail sont dans le secteur des bâtiments et travaux publics, et cette situation reflète fortement la réalité. En deuxième position nous trouvons le secteur des services, qui est considéré lui aussi comme un secteur à forte absorption de la main d'œuvre. La part de l'agriculture et de l'industrie est quasi nulle et cela reflète la réalité.

1-1-6 La durée du chômage

Chapitre 3 : L'étude pratique du sujet

Tableau 6 : répartition des enquêtés par durée de chômage

Durée	1-3	3-6	6-9	9 et plus
Effectif	11	2	0	0

Parmi les 13 personnes qui nous ont répondu de n'avoir jamais occupé un poste de travail, nous remarquons que la quasi-totalité d'entre eux sont relativement de nouveaux chômeurs. Mais ils représentent malgré tout une charge assez importante sur l'économie locale et nationale, si bien évidemment nous tentons de généraliser leur situation sur une échelle assez grande pour schématiser à peu près la situation des chômeurs en Algérie. Nous remarquons aussi que plus la durée augmente, plus le nombre de chômeurs diminue, et cela s'explique automatiquement par les différents mécanismes qu'adopte un diplômé pour avoir un quelconque poste de travail, surtout que le marché de travail connaît actuellement une amélioration assez importante par rapport à la fin du 20^{ème} siècle et la première décennie du 21^{ème} siècle.

1-2 L'importance des PME dans la création des postes de travail (Partie B)

1-2-1 Les PME et les besoins des chômeurs

Tableau7: Avis des enquêtés sur la satisfaction des PME de leurs besoins

Avis	Pas du tout d'accord	Plutôt pas d'accord	Plutôt d'accord	Tout à fait d'accord
Effectif	2	1	16	11

Si nous parlons du rôle des PME dans la satisfaction des besoins des jeunes diplômés, surtout ceux qui sont à la recherche de travail, nous pouvons remarquer facilement que la quasi-totalité d'entre eux optent pour la création d'une PME parce qu'elle représente une excellente opportunité pour la réalisation de ses idées ou de ses rêves. Donc nous pouvons avancer temporairement que les PME sont une bonne solution et une solution alternative pour réduire le taux de chômage.

1-2-2 Les PME comme issue de secours pour les chômeurs

Tableau 8 : Avis des enquêtés sur l'importance des PME à résoudre leurs problèmes

Avis	Pas du tout d'accord	Plutôt pas d'accord	Plutôt d'accord	Tout à fait d'accord
Effectif	7	6	12	5

Une grande partie des interrogés pensent que les PME sont des solutions optimales pour remédier au problème de chômage, mais une autre partie d'entre eux, et ils constituent presque 43% du total pensent qu'il existe d'autres solutions à part les PME pour résoudre

Chapitre 3 : L'étude pratique du sujet

leurs problèmes de chômage. La raison du manque d'intérêt est due peut être aux convictions personnelles de ces personnes ou aux conditions et engagements que demande la création d'une PME dans le cadre de l'un des dispositifs créés pour le soutien des jeunes chômeurs.

1-2-3 L'attraction des chômeurs explique la croissance du nombre des PME

Tableau9: Avis des enquêtés sur la croissance du nombre des PME

Avis	Pas du tout d'accord	Plutôt pas d'accord	Plutôt d'accord	Tout à fait d'accord
Effectif	0	4	14	12

Presque 87 % des enquêtés pensent que la croissance des nombres des PME est due à l'attraction des jeunes diplômés par ce type de projets et entreprises. Et comme nous l'avons déjà dit, la création d'une entreprise privée peut être le rêve de chaque jeune qui ne veut pas rester les bras croisés en attendant des offres qui ne peuvent à la fin réaliser ces ambitions ou évaluer ses compétences ou exploiter ses véritables capacités.

1-2-4 La PME face à la grande entreprise

Tableau 10: La PME comme solution alternative aux grandes entreprises

Avis	Pas du tout d'accord	Plutôt pas d'accord	Plutôt d'accord	Tout à fait d'accord
Effectif	6	4	15	5

66.6% des enquêtés pensent les PME constituent une excellente solution alternative par rapport à l'embauche au sein d'une grande entreprise. Le reste pense le contraire, et la raison est sûrement due à des convictions personnelles ou à des préventions contre les risques qui peuvent accompagner la création de sa propre entreprise. Avec de tels risques, il est préférable de chercher des postes offerts par les organismes étatiques ou par le secteur privé, ce qui minimise tout type de risque.

1-2-5 Les PME attirent les jeunes

Tableau 11: Les PME attirent les jeunes plus que les personnes plus âgées

Avis	Pas du tout d'accord	Plutôt pas d'accord	Plutôt d'accord	Tout à fait d'accord
Effectif	4	13	11	2

Nous remarquons qu'une importante partie des enquêtés pensent que les PME ne sont pas destinées seulement aux jeunes, mais que se sont des opportunités offertes à toutes les catégories d'âge, dans la mesure bien évidemment des lois qui gèrent ce type de projets.

1-2-6 Les PME comme l'unique choix des chômeurs

Chapitre 3 : L'étude pratique du sujet

Tableau 12: Les PME sont l'unique choix des chômeurs

Avis	Pas du tout d'accord	Plutôt pas d'accord	Plutôt d'accord	Tout à fait d'accord
Effectif	6	9	13	2

Les résultats cités dans ce tableau viennent pour confirmer ce qui a été dit précédemment, et que les chômeurs ne sont pas tous intéressés par l'idée de création de leurs propres entreprises à cause des raisons déjà citées. 50% des interrogés croient que la solution optimale devant un jeune chômeur diplômé est d'investir dans un projet privé et concrétiser ses rêves par ses propres mains.

1-2-7 La PME et la valorisation des idées

Tableau 13: Les PME sont des occasions de concrétisation des nouvelles idées

Avis	Pas du tout d'accord	Plutôt pas d'accord	Plutôt d'accord	Tout à fait d'accord
Effectif	1	2	18	9

La quasi-totalité des enquêtés pensent que les PME accordent aux jeunes promoteurs des d'importantes occasions pour concrétiser leurs rêves et réaliser leurs propres entreprises

1-3 La PME et la création d'emploi (Partie C)

1-3-1 La capacité des PME dans la création d'emploi permanent

Tableau 14: La capacité des PME dans la création de l'emploi

Avis	Pas du tout capable	Plutôt pas capable	Plutôt capable	Tout à fait capable
Effectif	1	2	18	9

Presque tout le monde pense que les PME sont réellement capables de créer de nouveaux postes de travail. Cette conviction vient du fait que chaque promoteur doit impérativement préparer un staff complet pour gérer sa propre entreprise, surtout si celle-ci exerce dans un secteur qui exige beaucoup de dynamisme.

1-3-2 La PME et la réduction du taux de chômage

Tableau 15: La capacité des PME de la réduction de taux de chômage

Avis	Pas du tout capable	Plutôt pas capable	Plutôt capable	Tout à fait capable
Effectif	2	2	19	7

Ce tableau est en réalité le reflet de ce qui a été annoncé dans le tableau 14. La conviction est presque totale que les PME jouent un rôle primordial dans la création d'emploi et par conséquent dans la réduction des taux de chômage à l'échelle locale et nationale. Donc

Chapitre 3 : L'étude pratique du sujet

une fois de plus, nous approchons petit à petit de l'idée qui confirme l'effet des PME sur la réduction du chômage .

1-3-3 Le type d'entreprise le plus performant

Tableau 16: La performance des entreprises selon le type d'activité

Avis	Entreprises privées	Entreprises publiques	Entreprises coopératives
Effectif	12	13	5

Les entreprises privées et publiques sont, d'après les avis des enquêtés, les plus aptes à réduire le taux de chômage. Quant aux entreprises coopératives, elles ne jouent catégoriquement pas un rôle important du fait qu'elles sont très limitées en nombre dans la réalité. Privées ou publiques, peu importe du fait qu'elles aboutissent toutes à réduire les taux de chômage et créer des postes d'emploi permanents qui garantissent l'avenir des jeunes diplômés.

1-3-4 Les difficultés des PME

Tableau 17: Les difficultés des PME

Avis	Aucune difficulté	Peu de difficulté	Trop de difficulté
Effectif	1	5	24

Tous le monde est presque convaincu que les PME rencontrent des difficultés diverses dans leur parcours. Ces difficultés sont d'ordre financier, managérial, et d'autres difficultés sont dues aux promoteurs eux-mêmes (on parle ici du domaine des GRH). Si nous revenons vers le côté théorique, nous verrons qu'une grande partie des PME disparaissent durant ses premières années de création, et cela est du à ces problèmes et difficultés

1-3-5 Les PME et l'employabilité

Tableau 18: Le nombre de travailleur

Avis	Grand nombre de travailleurs	Nombre considérable de travailleurs	Petit nombre de travailleurs
Effectif	5	19	6

Ces résultats sont assez logiques, puisque la taille des PME en général ne permet pas le recrutement d'un nombre important de travailleurs. Bien évidemment le staff d'une PME est limité ou très limité en dépend de la nature de l'activité de l'entreprise en question

1-3-6 Les PME et le soutien de l'état

Tableau19: Les PME bénéficient du soutien de l'état

Avis	Oui	Non
Effectif	28	2

Presque tout le monde est convaincu que l'état fait des mains et des pieds pour réussir dans le secteur des PME, suite aux merveilleux résultats enregistrés dans maints pays à travers le monde. Dans ce cadre là, nous avons vu que l'état algérien a mis plusieurs dispositifs pour soutenir le jeune promoteur durant les différentes étapes de création de sa propre entreprise ou son propre projet. Reste une chose, et que ce promoteur doit obligatoirement gérer rationnellement les différentes ressources mises à sa disposition pour garantir le bon déroulement de son projet.

1-4 Les besoins des PME (Partie D)

1-4-1 Le besoin permanent du soutien de l'état aux PME

Tableau 20 : Les besoins de soutien aux PME

Avis	Oui	Non
Effectif	30	0

Une autre confirmation de l'importance du soutien de l'état pour la garantie de la survie surtout des nouvelles PME. Ce soutien doit être sur tous les fronts dans le but de réussir le projet du promoteur et donc réduire davantage le taux de chômage, et dans le but de garantir le remboursement des fonds de l'état injectés dans de tels projets.

1-4-2 La survie des PME

Tableau 21: La garantie de survie des PME

Avis	Pas du tout d'accord	Plutôt pas d'accord	Plutôt d'accord	Tout à fait d'accord
Effectif	3	1	13	13

Si le promoteur organise rationnellement ses différentes ressources, il aura de fortes chances de réussir son projet. Ceci est expliqué par les résultats exprimés par la totalité des interrogés. Le soutien de l'état dans le domaine managérial et dans le domaine de formation est très important pour l'apprentissage des techniques de gestion et de contrôle aux jeunes promoteurs.

Chapitre 3 : L'étude pratique du sujet

1-4-3 Les soutiens financiers et managériaux

Tableau 22: Le soutien financier et managérial des PME

Avis	Pas du tout d'accord	Plutôt pas d'accord	Plutôt d'accord	Tout à fait d'accord
Effectif	0	1	7	22

Tout le monde est d'accord pour le suivi des promoteurs dans leurs démarches de création de leurs propres entreprises. Cela ne constitue pas une surprise, c'est plutôt une évidence à ne pas nier

1-4-4 Les PME et le chômage

Tableau 23: La réussite des PME dans la réduction du chômage

Avis	Pas du tout d'accord	Plutôt pas d'accord	Plutôt d'accord	Tout à fait d'accord
Effectif	3	8	15	4

La grande majorité pense que les PME jouent un rôle considérable dans la réduction des nombres de chômeurs. Maints dispositifs sont mis à leurs dispositions, maints mécanismes ont été créés pour le soutien et le suivi des nouveaux promoteurs. Le choix revient en premier et dernier lieu au jeune diplômé, s'il est convaincu de l'efficacité de la PME il peut investir dedans, et s'il n'est pas convaincu, il aura d'autres possibilités d'avoir un poste de travail soit chez un privé soit dans le secteur publique.

Conclusion

En guise de conclusion, nous pouvons dire qu'à partir des différents résultats nous pouvons conclure que :

- Les PME contribuent efficacement dans la réduction du chômage
- Les PME ont toujours besoin du soutien de l'état, et ce pour garantir la survie des entreprises surtout pendant les premières années de création
- Les PME ne sont pas seulement destinées aux jeunes promoteurs, et aux jeunes diplômés, mais elles sont destinées à tous les promoteurs porteurs d'idées
- Les PME sont des lieux de concrétisation des rêves et des idées innovantes

Les PME sont des opportunités pour apprendre les techniques de gestion financière et

Conclusion générale

Conclusion Générale

Nous avons présentés dans notre recherche les petites et moyennes entreprises, en termes de son concept et ces diverse classifications et des intéresse dans se secteur par l'Etats et qui encourage ce secteur, en terme de renforcement en raison de son efficacité et sa capacité à réaliser le développement économique et social et lutter contre de nombreux problèmes, y compris le phénomène du chômage.

Nous avons remarqué l'intéresse concernant les PME en algérie, grâce aux agences et institutions du soutien créés par l'Etats et qui ont pour objet d'améliorer et de promouvoir ce secteur.

Mais malgré les efforts déployés pour maintenir ce secteur, sont confrontés des différents nombre des difficultés et d'obstacles ; en terme de fournir des emplois et d'éliminer le chômage.

Dans se contexte, nous montrons que l'augmentation du nombre des PME, permettront a la création d'emploi et la réduction du chômage, à moins qu'il sera pris en considération, en terme' de financement et développement.

L'un des principaux résultats

- le chômage est devenu un phénomène de questions qui n'accepte pas le retard et le report.
- les PME occupent une grande importance dans divers pays, notamment l'algérie, et que son importance dans la création d'emploi et la lutte contre le chômage et la pauvreté.
- les PME une arme efficace pour absorber le chômage, si l'etats donne la priorité et l'importance à ce secteur.
- la croissance et la continuité des PME sera l'emploi des jeunes, surtout les diplômés et de profiter de leur potentiel en tant que l'une des solutions pour réduire le chômage.
- Les PME capable d'absorber un nombre important des jeunes diplômés, mais les résultats obtenus sont encore loin des objectifs prévu par l'Etats.
- Malgré les efforts déployés par l'Etats en vue de développe les PME, mais se secteur reste passible, confronté à des obstacles et difficultés.
- Le soutien de l'Etats pour ce secteur n'est pas une solution définitive, car la gestion rationnelle de ce secteur aidé à résoudre les problèmes rencontrés.

Recommandations

- Le bon suivi des PME surtout durant les premières années d'exercice
- La bonne formation aux jeunes promoteurs afin qu'ils puissent rationaliser leur gestion
- Trouver une formule (islamique) pour exonéré les prêts accordés aux jeunes promoteurs des intérêts

Conclusion Générale

- Encourager les jeunes davantage à s'orienter vers les secteurs sensibles comme l'agriculture et l'industrie

Créer des maisons d'entrepreneuriat dans chaque université ou centre ou école afin de mieux comprendre les secrets de la culture entrepreneuriale

LISTE DES TABLEAUX

CHAPITRE1

numéro	titre	page
1	Seuils de la définition européenne de la PME de mai 2103	3
2	Développement Industriel (INPED)	4
3	Définition de la PME au Japon	5
4	L'évolution du secteur PME/PMI(2004-2010)	14
5	Évolution du nombre de PME du dispositif ANSEJ de 2004- 2009	14

CHAPITRE2

numéro	titre	page
1	Définition et interprétation européenne chômage au sens du BIT	22

CHAPITRE 3

numéro	titre	page
1	Répartition des personnes enquêtées par sexe	45
2	Répartition des personnes enquêtées par tranche d'âge	45

3	Répartition des personnes enquêtées par niveau d'instruction	46
4	Répartition des enquêtés par occupation de poste de travail	46
5	Répartition des enquêtés par secteur d'activité	46
6	Répartition des enquêtés par durée de chômage	47
7	Avis des enquêtés sur la satisfaction des PME de leurs besoins	47
8	Avis des enquêtés sur l'importance des PME à résoudre leurs problèmes	47
9	Avis des enquêtés sur la croissance du nombre des PME	48
10	La PME comme solution alternative aux grandes entreprises	48
11	Les PME attirent les jeunes plus que les personnes plus âgées	48
12	Les PME sont l'unique choix des chômeurs	49

13	Les PME sont des occasions de concrétisation des nouvelles idées	49
14	La capacité des PME dans la création de l'emploi	49
15	La capacité des PME de la réduction de taux de chômage	49
16	La performance des entreprises selon le type d'activité	50
17	Les difficultés des PME	50
18	Le nombre de travailleur	50
19	Les PME bénéficient du soutien de l'état	51
20	Les besoins de soutien aux PME	51
21	La garantie de survie des PME	51
22	Le soutien financier et managérial des PME	52
23	La réussite des PME dans la réduction du chômage	52

LISTES DES FIGURES

CHAPITRE1

numéro	titre	page
1	Evolution des emplois PME/PMI en Algérie durant 2004-2010	14

CHAPITRE2

numéro	titre	page
1	La mesure du chômage A travers les flux	23
2	Chômage et marché du travail	24
3	Tendances du chômage de 2001 à 2011 selon les groupes d'âge (jeune/ adulte)	36
4	Evolution de la part de l'emploi dans PME dans l'emploi total de 2001-2010	38
5	Taux de croissance des PME ET emploi déclaré de 2001- 2010	39

Bibliographie

Les références bibliographiques

Livres

- 1-Joëlle bon enfant, Jean Lacroix, « le chômage », Direction des relations internationales de l'enseignements, centre de langue, (télécharger de l'internet le 16 avril 2014).
- 2-Livratto Nadine , Les PME Définition économiques et politiques publiques, boeckuniversité, paris, 2009.
- 3-Osamu Tsukahara, "Recent Development in SME Finance in Japan", 2005.

باللغة العربية

- 1 احمد حسين الرفاعي, خالد واصف الوزني, مبادئ الاقتصاد الكلي بين النظرية و التطبيق, دار وائل للنشر, عمان, 1999.
- 2 احمد رمضان نعمة الله و اخرون , مبادئ الاقتصاد الكلي, الدار الجامعية, الاسكندرية, 2008.
- 3 توفيق عبد الرحيم يوسف, ادارة الاعمال التجارية الصغيرة, دار الصفاء للنشر و التوزيع, الطبعة الاولى, عمان
- 2 حسام داوود و آخرون مبادئ الاقتصاد الكلي, دار الميسرة, عمان 2000.

Mémoires

- 1-Ahmed Atil, la responsabilité environnementale dans la PME algérienne : vers une analyse typologique des enjeux et des freins d'intégration (télécharger de l'internet le 19/04/2014).
- 2-Boukrou Aldja , Essai d'analyse des stratégies de pérennité dans les PME, cas : PME dans la wilaya de tizi ousou, mémoire en vue d'obtention du **diplôme de magister** en science économique, faculté de sciences économiques, commerciales et de gestion, Université Mouloud MAMMERI de tizi ousou, 2011 (télécharger de l'internet le 26 /04/2014).
- 3-Farida Marzouk, « PME et perspectives en Algérie », université du Bouria-Algérie, 2004.
- 4-Ghelil Abdelatif , Ayad Sidi Mohamed, « PME en Algérie : réalité et perspectives », université de Telemcen (télécharger de l'internet le 26 avril 2014) .
- 5- Sereerine crottet , stratégies internationales en marketing de services, le cas des petites et moyennes entreprises suisses, mémoire pour l'obtention du grade de **doctorat**, Facultés des sciences économiques et sociales de l'université de Fribourg (suisse), 2000.
- 6-Kadi Mouhamed « Relation Entre PME ET emploi en Algérie : Quelles Réalité ? Ecole Doctorat ? université Setif , 2013.
- 7- Khadidja Benmessaoud « La privatisation : opportunité pour le développement des PME » Université de Lille 1 – France (télécharger de l'internet le 17 avril 2014).
- 8-La Abdelmalk Fatima Zahra, la place de finance islamique dans finance de petites et

moyennes entreprises en Algérie , facultés de sciences économique, commerciales et de gestion, Université Abdou –Bakr Belkaid,Telemcen, 2012.

9-Mohamed khaznadj,et Belaid Abrika, « Politique de lutte contre le chômage »,précarité du travail au noir dans la wilaya de tizi ouzou 2012 .

9 - Musette Mohamed Saïd, »le marché du travail en Algérie une vision nouvelle », Gread, Alger ,2013 .

باللغة العربية

- 1- محمد دهان ذبيح الآليات الشرعية لعلاج مشكلة البطالة رسالة مقدمة ضمن متطلبات نيل شهادة الماجستير في الاقتصاد الإسلامي قسم الشريعة كلية العلم الاجتماعية و العلوم الاسلامية جامعة باتنة , دفعة 2008 / 2007.
- 2-عياش زبير, تأثير تطبيق اتفاقية بازل على تمويل المؤسسات الصغيرة و المتوسطة –حالة ولاية ام البواقي – اطروحة لنيل شهادة الدكتوراه, كلية العلوم الاقتصادية العلوم التجارية و علوم التسيير جامعة ام البواقي2011/2012.

Séminaires

1-Ben Abderrahmane Lyes & Guechi Habiba , « Le chômage en Algérie Aspect théorique et réalité économique »,séminaire, Université de M'sila 2011.

2-Karim si Lakhal ,Youcef Korich, Ali Gaboussa,les PME en Algérie :Etats des lieux, contraintes et perspectives, seminaire,université de versaille-frane,université kasde Marbah - Ouargla, Algérie, université d'el oued-Algerie.

3-Selhami Samia , Mahida Hanane, Bouri Sarah, a la découverte de la pme en Algérie , séminaire, Université Abou Bekr Belkaid, el ouadi 2013.

4-Ziar Nabil, le développement de la petite et moyenne entreprise an Algérie, séminaire , université Ammar thligi, le 9 avril,2002.

باللغة العربية

- 1- صالح صالح, اساليب و تنمية المشروعات الصغيرة و المتوسطة في الاقتصاد الجزائري ,ندوة المشروعات الصغيرة و المتوسطة في الوطن العربي, كلية العلوم الاقتصادية و علوم التسيير جامعة فرحات عباس سطيف, 2004.
- 2- قصاب سعيدة, اشكالية البطالة في الجزائر(1995-2005) , بحوث الاوراق عمل ندوة عربية منعقدة حول البطالة اسبابها و معالجتها و اثرها على المجتمع, جامعة سعد دحلب, البليلة, 2006.

Texte législatifs

1-Olivier, Chardon et Dominique Goux « la nouvelle définition européenne du chômage BIT, économie et statistique N°362.

2-Revue de L'Institut National de la Productivité et du Développement Industriel, Boumerdes, Janvier 2004, N°24-25.

Sites Web

1- [Http //www. / .expert-comptable-com. /droit-du travail /chômage, quelle- est- la définition-du chômage-html ?](http://www.expert-comptable-com./droit-du-travail/ch%C3%B4mage,quelle-est-la-d%C3%A9finition-du-ch%C3%B4mage-html?)

2-<http://www.oeconomia.net/private/cours/economie>.

3- www.ingdz.com.

المجلات

1- ايت عيسى, المؤسسات الصغيرة و المتوسطة في الجزائر افاق و قيود, مجلة اقتصاديات شمال افريقيا, العدد السادس, جامعة تيارت الجزائر (حملت من الانترنت 17 افريل 2014) .

2- محمد زيدان الهياكل و الاليات الداعمة لتمويل المؤسسات الصغيرة و المتوسطة بالجزائر مجلة اقتصاديات شمال افريقيا العدد السابع .

المؤتمرات

1- مؤتمر العمل العربي ,المشروعات الصغيرة و المتوسطة كخيار للحد من البطالة و تشغيل الشباب في الدول العربية, الدورة الخامسة و الثلاثون, شرم الشيخ, 23 فيفري, 10 مارس 2008.

Annexes

Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

Université de 08 Mai 1945 de Guelma

Faculté des sciences Economiques, Commerciales et de Gestion

Département de sciences de gestion



Mémoire

Pour l'obtention du diplôme de master de science de gestion

Spécialité : Entrepreneuriat et Développement Internationale

J'ai l'honneur de vous transmettre ce questionnaire qui a pour objet de travailler la recherche scientifique, dont je prépare la mémoire pour l'obtention du diplôme de master de science de gestion, Spécialité : « Entrepreneuriat et Développement Internationale », à l'université de Guelma, Sous titre : « Le rôle des PME dans la réduction du chômage ». Nous souhaitons que réservez un peu de votre temps, et ce pour mettre une croix dans la case qui correspond à votre Avis.

Pour confirmation que les réponses sur le questionnaire utilité pour ma recherche scientifique dans le domaine, et seront tenues en confidence.

Je vous prie d'Agréer, l'expression de ma parfaite considération.

Le questionnaire

A- Informations générales concernant les jeunes enquêtés

- A1. Sexe Masculin Féminin
- A2. Age 20-25 25-30 30-35
- A3. Niveau Technicien Licence Master Magistère
- A4. Avez-vous déjà travaillé dans une entreprise Oui Non

A5. Si oui, dans quel secteur est classée cette entreprise

- | | |
|----------------------|--------------------------|
| Services | <input type="checkbox"/> |
| Industrie | <input type="checkbox"/> |
| Agriculture | <input type="checkbox"/> |
| Travaux pub | <input type="checkbox"/> |
| Autres
(précisez) | |

- A6. Si non, depuis quand vous êtes sans travail
- | | | | |
|---------|--------------------------|--------------|--------------------------|
| 1-3 ans | <input type="checkbox"/> | 3-6 ans | <input type="checkbox"/> |
| 6-9 ans | <input type="checkbox"/> | 9ans et plus | <input type="checkbox"/> |

B- Les PME sont elles une issue de secours pour les jeunes diplômés ?

B1. Les PME répondent aux besoins des jeunes diplômés chercheurs d'emploi

- | | | | |
|----------------------|--------------------------|----------------------|--------------------------|
| Pas du tout d'accord | <input type="checkbox"/> | Plutôt pas d'accord | <input type="checkbox"/> |
| Plutôt d'accord | <input type="checkbox"/> | Tout à fait d'accord | <input type="checkbox"/> |

B2. Une PME est le seul refuge des jeunes diplômés chercheurs d'emploi

- | | | | |
|----------------------|--------------------------|----------------------|--------------------------|
| Pas du tout d'accord | <input type="checkbox"/> | Plutôt pas d'accord | <input type="checkbox"/> |
| Plutôt d'accord | <input type="checkbox"/> | Tout à fait d'accord | <input type="checkbox"/> |

B3. La croissance des nombres des PME reflète l'attraction des jeunes diplômés chercheurs d'emploi par ce type d'entreprise

Pas du tout d'accord	<input type="checkbox"/>	Plutôt pas d'accord	<input type="checkbox"/>
Plutôt d'accord	<input type="checkbox"/>	Tout à fait d'accord	<input type="checkbox"/>

B4. Une PME propose une solution alternative d'embauche dans une grande entreprise

Pas du tout d'accord	<input type="checkbox"/>	Plutôt pas d'accord	<input type="checkbox"/>
Plutôt d'accord	<input type="checkbox"/>	Tout à fait d'accord	<input type="checkbox"/>

B5. Les PME attirent plus les jeunes que les personnes âgées

Pas du tout d'accord	<input type="checkbox"/>	Plutôt pas d'accord	<input type="checkbox"/>
Plutôt d'accord	<input type="checkbox"/>	Tout à fait d'accord	<input type="checkbox"/>

B6. Une PME constitue l'unique choix devant les des jeunes diplômés chercheurs d'emploi

Pas du tout d'accord	<input type="checkbox"/>	Plutôt pas d'accord	<input type="checkbox"/>
Plutôt d'accord	<input type="checkbox"/>	Tout à fait d'accord	<input type="checkbox"/>

B7. Une PME est une occasion idéale pour les jeunes créateurs de porteurs de nouvelles idées

Pas du tout d'accord	<input type="checkbox"/>	Plutôt pas d'accord	<input type="checkbox"/>
Plutôt d'accord	<input type="checkbox"/>	Tout à fait d'accord	<input type="checkbox"/>

C- Les PME et la création d'emploi

C1. Les PME sont capables de créer de nouveaux postes d'emploi permanents

Tout à fait capables	<input type="checkbox"/>	Plutôt pas capables	<input type="checkbox"/>
Plutôt capables	<input type="checkbox"/>	Pas du tout capables	<input type="checkbox"/>

C2. Les PME sont capables de réduire réellement le taux de chômage

Tout à fait capables	<input type="checkbox"/>	Plutôt pas capables	<input type="checkbox"/>
Plutôt capables	<input type="checkbox"/>	Pas du tout capables	<input type="checkbox"/>

C3. Quel type de PME qui contribue le mieux à la réduction du chômage

Entreprise privées	<input type="checkbox"/>	Entreprises publiques	<input type="checkbox"/>
Entreprises coopératives	<input type="checkbox"/>		

C4. Est-ce que les PME ont des difficultés dans la création de nouveaux postes d'emploi?

Trop de difficultés	<input type="checkbox"/>	Aucune difficulté	<input type="checkbox"/>
Peu de difficultés	<input type="checkbox"/>		

C5. Est-ce que les PME sont réputées par l'attraction de

Grand nombre de travailleurs	<input type="checkbox"/>	Petit nombre de travailleurs	<input type="checkbox"/>
Nombre considérable de travailleurs	<input type="checkbox"/>		

C6. Est-ce que les PME bénéficient du soutien de l'état

Oui	<input type="checkbox"/>
Non	<input type="checkbox"/>

Si oui, comment à votre avis ?

Si non, pourquoi à votre avis ?

D- Les besoins des PME pour garantir leurs continuités

D1. Est-ce que les PME ont besoin d'un soutien permanent de l'état jusqu'à leur maturité ?

Oui	<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
-----	--------------------------	-----	--------------------------

D2. Les PME peuvent garantir leurs survies grâce aux moyens mis à leurs dispositions

Pas du tout d'accord	<input type="checkbox"/>	Plutôt pas d'accord	<input type="checkbox"/>
Plutôt d'accord	<input type="checkbox"/>	Tout à fait d'accord	<input type="checkbox"/>

D3. Les PME ont toujours besoins de soutiens financiers et managériaux

Pas du tout d'accord	<input type="checkbox"/>	Plutôt pas d'accord	<input type="checkbox"/>
Plutôt d'accord	<input type="checkbox"/>	Tout à fait d'accord	<input type="checkbox"/>

D4. Les PME ont réussi à réduire considérablement le taux de chômage

Pas du tout d'accord

Plutôt pas d'accord

Plutôt d'accord

Tout à fait d'accord

Résumé

Le chômage est considéré parmi les problèmes rencontrés par les pays, en particulier l'Algérie surtout après le retrait des grandes entreprises de l'activité économique, en raison de leurs incapacités de poursuivre.

Ainsi a l'émergence de la nécessité de trouver des nouvelles solutions et des nouveaux mécanismes pour empêchée la hausse du taux chômage.

Et depuis la création des PME et vu son importance et sa capacité de créer des postes d'emploi ; et pour cela l'états à donner beaucoup d'importance ,et créer des institutions de soutien aux PME .

Les mots clés : le chômage, les PME, les postes d'emploi

الملخص :

تعتبر البطالة من بين المشاكل التي تعترض الدول ومن بينها الجزائر، خاصة بعد انسحاب المؤسسات الكبيرة بسبب عدم قدرتها على استكمال نشاطها الاقتصادي .

لذا ظهرت ضرورة إيجاد حلول و اليات جديدة تعمل على منع زيادة معدلات البطالة و التقليل منها، و نظرا لأهمية المؤسسات الصغيرة و المتوسطة و قدرتها على خلق مناصب الشغل قامت الدولة بإنشاء مؤسسات داعمة للمؤسسات الصغيرة و المتوسطة.

الكلمات المفتاحية: البطالة، المؤسسات الصغيرة و المتوسطة، مناصب الشغل.